

Textes de Lutte Ouvrière sur la crise, octobre 2007 – mars 2009

DE LA CRISE DANS L'IMMOBILIER À LA CRISE FINANCIÈRE (OCTOBRE 2007)	2
SITUATION ÉCONOMIQUE (DÉCEMBRE 2007)	13
L'ÉCONOMIE CAPITALISTE : LA CATASTROPHE ANNONCÉE (SEPTEMBRE 2008)	20
L'ÉCONOMIE CAPITALISTE VERS LA CRISE GÉNÉRALISÉE (OCTOBRE 2008)	24
LE CAPITALISME AU BOUT DU ROULEAU (MARS 2009)	34

À l'été 2007, en plein mois d'août, les Bourses s'effondrent. Les titres des banques, notamment, plongent. C'est le début de la crise financière appelée « crise des subprimes ». Le monde entier apprend que les grandes banques sont appuyées sur des crédits insolubles, et qu'elle ne sont que des géants aux pieds d'argile. Prémisse de la situation que connaîtra le système un an plus tard, le système du crédit s'arrête, obligeant les États à injecter des dizaines de milliards, en catastrophe, pour que les affaires puissent reprendre.

De la crise dans l'immobilier à la crise financière

Après plusieurs secousses dans l'année sur les marchés boursiers, la crise financière a éclaté au début du mois d'août, pendant les congés d'été.

En effet, le jeudi 9 août, un vent de panique a soufflé sur les grandes places boursières. De New York à Tokyo, en passant par Paris, Londres et Francfort, les indices boursiers, les Dow Jones et autres CAC 40, censés mesurer le prix global des actions, ont reculé partout. Ils étaient principalement affectés par la chute du prix des actions des sociétés financières. Tout le monde voulait en vendre, mais personne ne voulait en acheter.

Le même jour, BNP Paribas, première banque française, annonçait qu'elle gelait l'activité de trois de ses fonds spécialisés dans le négoce de titres financiers, en clair spécialisés dans la spéculation. Les titres ne valaient plus rien et les fonds suspendaient le paiement à leurs clients. Mais, avant la BNP, bien que plus discrètement, les sociétés Axa et Ododo avaient agi de la même manière.

Les banques allemandes, réputées être particulièrement prudentes et fiables, étaient entraînées dans le même tourbillon. Une des principales d'entre elles, spécialisée dans les prêts aux petites et moyennes entreprises, était au bord de la faillite.

D'un seul coup, les banques cessèrent de se prêter de l'argent les unes aux autres, ce qu'elles font d'ordinaire chaque jour, parce qu'elles se méfiaient, ne sachant pas – tellement les opérations financières sont opaques, même pour les spécialistes – quelles étaient les banques qui avaient placé de l'argent dans ces prêts à risques et jusqu'où elles pouvaient être impliquées.

Le flot monétaire passant d'une banque à l'autre en permanence qui irrigue le système financier mondial fut brutalement stoppé. Au trop-plein d'argent succéda une crise de liquidités, menaçant l'économie dans son ensemble.

Ce même 9 août, tombèrent des informations concernant les interventions des banques centrales. La Banque centrale européenne (BCE) annonça avoir injecté 94,8 milliards d'euros pour soutenir les banques. La dernière en date des interventions aussi massives remontait aux attentats du 11 septembre 2001. La Réserve fédérale américaine accorda 24 milliards de dollars à ses banquiers en difficulté, suivie par la Banque du Japon. D'autres interventions suivirent au cours des jours et des semaines suivantes, jusqu'à plusieurs centaines de milliards en totalisant l'argent versé par les grandes banques centrales.

Un nommé Jochen Sanio, dirigeant l'office régulateur boursier allemand, estima que son pays était « *menacé de la plus grave crise financière allemande depuis 1931* ».

Et quand on sait ce qu'a été la crise financière allemande à l'époque, cela fait trembler, quand bien même ledit personnage ne sait pas plus que quiconque jusqu'où la crise actuelle peut aller !

Dans les derniers jours d'août et les premiers de septembre, une accalmie sembla intervenir. Les dirigeants politiques multiplièrent les déclarations rassurantes. Mais l'état de faillite dans lequel s'est retrouvée la Northern Rock, huitième banque de Grande-Bretagne, sauvée in extremis par la banque centrale du pays agissant sur ordre du gou-

vernement, a montré que ce n'était qu'une pause. Et on revit alors l'image – qui semblait d'un autre temps, celui de la grande crise de 1929 – de particuliers faisant la queue devant les grilles de la banque Northern Rock pour essayer d'obtenir au moins une partie de l'argent qu'ils y avaient déposé. Pendant les seules journées des 14 et 15 septembre, l'équivalent de trois milliards d'euros aurait été retiré par des clients paniqués, que la banque n'a pu rembourser que grâce à l'argent de la banque centrale.

Une crise annoncée

Malgré la brutalité de son apparition, ce coup de tonnerre financier n'a cependant pas éclaté dans un ciel serein. Il est l'aboutissement d'un nouveau cycle de spéculations, l'éclatement d'une bulle spéculative dans l'immobilier parti des États-Unis.

C'était une crise annoncée. Économistes comme banquiers constataient depuis des mois qu'aux États-Unis, comme d'ailleurs dans le reste du monde, une bulle spéculative s'était formée dans l'immobilier et que, tôt ou tard, elle pouvait, voire devait éclater. Cela a été dit et répété par bien des experts de l'économie. Un peu comme les météorologues actuels sont capables d'annoncer longtemps à l'avance un cyclone ravageant ou bien les Caraïbes ou bien le sud des États-Unis, du moins la possibilité d'un cyclone dès qu'il se forme à l'autre bout de l'Atlantique, du côté des Açores. Mais pas plus que les météorologues ne peuvent empêcher les cyclones de se former, les maîtres capitalistes du monde ne peuvent empêcher les cyclones financiers de dévaster périodiquement leur monde. En causant parfois pour la population des dégâts bien plus importants encore que les cyclones naturels.

Par-delà son déroulement concret, ses raisons spécifiques, sa place dans la succession des crises financières qui s'enchaînent depuis une trentaine d'années, cette crise financière rappelle l'irrationalité fondamentale du système économique capitaliste. Tellement irrationnel et anarchique que l'activité écono-

mique, résultant pourtant de l'activité humaine et des rapports de propriété, apparaît aujourd'hui aux hommes comme une force extérieure à la société, aussi extérieure que les catastrophes naturelles le sont.

L'enchaînement concret conduisant à la crise actuelle

Les éléments de la crise financière actuelle se sont mis en place dès le lendemain de la crise boursière précédente, celle qui, dans les années 2001-2002, avait suivi l'effondrement des actions des entreprises du secteur informatique.

Rappelons que ce qu'on a appelé à l'époque l'éclatement de la « bulle Internet » était, lui aussi, l'aboutissement de plusieurs années de spéculations qui portaient sur les entreprises du secteur informatique. Les capitaux en quête de placements se portaient sur l'achat d'actions de nouvelles sociétés, d'entreprises émergentes de ce secteur. Les entreprises d'informatique, dites aussi de « nouvelles technologies », avaient alors le charme de la création spontanée. Grâce aux innovations technologiques et au génie, technologique ou financier, de jeunes vedettes du secteur, certaines de ces entreprises enregistraient une croissance exponentielle. Leurs profits n'étaient pas nécessairement immédiats mais les investisseurs se disaient que, si quatre faisaient faillite, la cinquième rapporterait dix fois la mise. Rien de tel pour les capitaux en mal de placement attirés par le profit escompté. Les actions des entreprises informatiques s'arrachaient. Leurs prix s'envolèrent, jusqu'à la fin de l'année 2000. Puis, tout au long de l'année 2001, la chute de l'indice boursier des valeurs technologiques (NASDAQ) montra que les sociétés créées dans l'informatique n'étaient pas toutes des Microsoft et que les jeunes loups du secteur n'étaient pas tous des Bill Gates.

La « crise de l'Internet », c'est-à-dire l'effondrement des prix des actions des entreprises d'informatique, a rempli son rôle : la plupart des « jeunes pousses » prometteuses se sont cassé la figure. Celles qui étaient les

plus prometteuses furent rachetées par plus gros qu'elles. Et, le grand nettoyage effectué au prix de fermetures d'entreprises et de licenciements dans le secteur, l'informatique reprit sa croissance normale (si le mot a un sens dans l'économie capitaliste).

Les capitaux qui avaient alimenté la bulle Internet cherchèrent ailleurs. Ils allaient notamment financer de gigantesques opérations de fusions-acquisitions par lesquelles les grandes entreprises en avalaient d'autres, pour donner naissance à des mastodontes plus grands encore – sans que, pour autant, les capacités de production en soient augmentées et sans que des emplois supplémentaires soient créés. Là n'était d'ailleurs pas le but : les fusions-acquisitions visaient surtout à conquérir le marché du concurrent, seule voie pour élargir le marché d'un produit dans un contexte de stagnation de l'économie. Nous ne nous en occuperons pas plus longuement ici, pas plus que des multiples autres formes de placements purement financiers. Mais parmi les secteurs qui attiraient ceux qui avaient de l'argent à placer, il y en avait un qui semblait prometteur et de surcroît plus sûr que les nouvelles technologies : c'était la pierre ou le ciment, c'est-à-dire l'immobilier !

L'irrésistible ascension de la spéculation immobilière

C'est aux États-Unis que s'est produit cet éclatement de la bulle spéculative de l'immobilier, facteur déclenchant de la crise financière actuelle.

La montée des prix dans l'immobilier, pour des raisons de plus en plus spéculatives, n'est cependant pas spécifique aux États-Unis. Elle infecte l'économie de tous les pays industriels. Depuis plusieurs années, la hausse des prix de l'immobilier est même, un peu partout, une des composantes majeures de la prétendue croissance économique. Ce n'est pas pour rien.

Le capitalisme n'a, nulle part, la capacité de régler convenablement la question du logement, dont parlait déjà Engels, qui est en réalité la question du logement populaire. Les

besoins réels qui, suivant la situation économique générale, suivant le niveau de l'emploi et des salaires, se traduisent par des demandes solvables ou pas, sont toujours supérieurs à l'offre. Rien que cela tire, en général, les prix de l'immobilier vers le haut. « Investir dans la pierre » a toujours été considéré comme sûr, sinon toujours comme le plus profitable (même si l'immobilier a déjà connu en 1997 un krach, suite, déjà, à une période spéculative. Mais à l'époque, la spéculation portait surtout sur des immeubles de bureaux).

Échaudée par l'effondrement des actions d'Internet en 2001-2002, la petite bourgeoisie ayant de l'argent à placer se tourna donc vers l'immobilier. Les prix se mirent à grimper. Les achats spéculatifs avec. Ceux qui en avaient les moyens achetaient des logements ou des maisons, non pas pour y loger, ni même pour mettre leur argent en sécurité, mais pour revendre ultérieurement avec profit.

Jusqu'à-là, ce n'était que de la spéculation ordinaire, comme il y en a en permanence en économie capitaliste et qui peut se porter sur n'importe quoi dont le prix est – ou semble être – en hausse. Pour qu'une spirale spéculative ample s'engage, pour qu'elle finisse par entraîner tout le système financier, il fallait que les banques s'en mêlent. Les crédits accordés par le système bancaire ont surmultiplié la demande. Pourquoi refuser d'emprunter pour acheter des biens immobiliers, alors que ceux-ci prenaient d'année en année de la valeur, permettant de rembourser largement les prêts ?

Les banques à la recherche de placements rentables s'en donnèrent à cœur joie. Elles avaient de l'argent à revendre – si l'on peut dire – et l'économie dans son ensemble regorgeait de sommes accumulées grâce aux profits élevés des entreprises conjointement à leur faible inclination pour les investissements productifs.

Les choses se passaient de cette même manière à peu près partout dans les pays industriels. À ceci près qu'aux États-Unis, l'amplitude de cette évolution fut proportionnelle à la richesse du pays. De plus, la législation américaine donne aux prêteurs sur hypo-

thèque les coudées encore plus franches qu'ailleurs.

Les banques et officines spécialisées dans ce type de prêts les plaçaient même auprès de clients peu fortunés en prenant pour garantie la maison ou le logement, assurées qu'elles étaient qu'en cas de défaillance de l'emprunteur la vente du bien leur permettrait de rentrer dans leur argent avec même une coquette plus-value.

La mise en mouvement du système de crédit a greffé sur la spéculation portant sur le prix des immeubles eux-mêmes bien d'autres spéculations.

Pour prêter aux clients finaux, les banques hypothécaires avaient besoin de fonds. Elles s'en procuraient en vendant aux banques les reconnaissances de dette de leurs clients. Ces reconnaissances elles-mêmes se mettaient à vivre une vie indépendante, devenant à leur tour des objets de spéculation.

Impossible d'entrer ici dans les détails techniques de ces produits financiers dont la complexité a souvent échappé jusques et y compris à leurs créateurs. Les banques elles-mêmes, en rachetant aux banques hypothécaires les reconnaissances de dette signées par leurs clients – et, par la même occasion, le droit de saisir les logements hypothéqués en cas de non-paiement –, s'en servaient comme de liquidités dans leurs transactions avec d'autres banques et les plaçaient auprès de leur clientèle. Leurs spécialistes financiers avaient inventé une opération que leur jargon désigne sous le nom de « titrisation ». Elle consiste à mélanger plusieurs sortes de reconnaissances de dette détenues par la banque, celles dont le remboursement paraissait sûr avec d'autres au remboursement plus aléatoire, pour en faire un bloc unique et émettre de nouveaux titres représentant ce bloc. Le mécanisme est sensiblement le même que celui utilisé par des officines qui proposent aux particuliers endettés de racheter leurs diverses dettes pour en faire une seule – plus facile à gérer, affirment leurs prospectus publicitaires. Bien sûr, elles ne font pas cela pour les beaux yeux du débiteur. Elles ajoutent leur propre commission aux intérêts et agios qui courent.

L'avantage, pour les banques, de cette opération est qu'elle mélange des crédits risqués avec d'autres qui le sont moins et, par là même, dissimule le risque et rend plus facile à négocier les papiers qui représentent le crédit unique. Mieux encore : à partir de ces titres, on en fabrique d'autres, aux initiales absconses, comme RMBS, acronyme anglais de Residential Mortgages Backed Securities, c'est-à-dire « titres adossés à des crédits immobiliers », ou CDO, Collateralised Debt Obligations, soit « obligations collatéralisées ». Ces expressions exotiques désignent des titres de plus en plus risqués, mais qui rapportent de plus en plus gros.

Ces nouveaux titres circulaient à leur tour entre banques. Ils étaient vendus, aussi, à des entreprises ou à des particuliers. Leur valeur nominale était tirée vers le haut par la hausse des prix de l'immobilier, sans même que l'on sache avec précision à quelles dettes précises ils correspondaient. Plus personne ne savait, non plus, qui était endetté et vis-à-vis de qui.

Bien sûr, les banquiers qui vendaient ces bouts de papier savaient que, parmi les emprunteurs, il y en avait qui seraient défaillants. Les acheteurs de ces bouts de papier qui étaient d'autres institutions financières, généralement des fonds spéculatifs, connaissaient aussi le risque. Mais plus élevé était le risque, plus grand était le profit tiré de l'achat et de la revente de ces papiers.

Il faut remarquer ici que ces fonds spéculatifs ne sont nullement des tumeurs sur un organisme financier par ailleurs sain. Ils sont souvent des filiales des banques elles-mêmes, spécialisées seulement dans une activité spéculative plus risquée. Les fonds avec lesquels ils jouent au casino viennent aussi bien des banques que de la trésorerie de grandes entreprises désireuses de placer leurs liquidités de manière particulièrement profitable. Ce n'est pas pour rien que la crise financière s'est propagée si vite, des officines spécialisées dans la spéculation aux banques ou aux sociétés d'assurance : en fait, ce sont les mêmes !

La course vers le précipice

Ce système ne pouvait fonctionner que tant que la demande était croissante sur le marché immobilier, tirant tout à la fois les prix des maisons et des logements vers le haut et élargissant la demande de crédit. Lorsque, fin 2005 déjà, la demande de la clientèle aisée commença à plafonner aux États-Unis, les banques hypothécaires, en concurrence les unes avec les autres sur ce marché juteux, pour rapporter l'expression d'un expert d'une société financière, « ont cherché par tous les moyens à faire du volume ».

Les courtiers des banques hypothécaires allaient chercher des emprunteurs en faisant des offres de crédit alléchantes. Des crédits à taux variables, par exemple, très bas les deux ou trois premières années, mais en forte augmentation par la suite.

Ainsi, après la petite bourgeoisie ayant les moyens, ils jetèrent leurs filets sur des catégories populaires plus pauvres. Pourquoi la pauvreté de leurs cibles aurait-elle été gênante ? Depuis des temps immémoriaux, les usuriers savent que plus un client est pauvre, plus il est facile de le voler ! Le tout, c'est de prendre des précautions. La précaution était précisément le caractère hypothécaire du prêt. Si l'emprunteur ne pouvait pas rembourser, sa maison était saisie.

Les courtiers étaient d'autant plus efficaces, leurs propositions, à première vue, mirobolantes marchaient d'autant mieux qu'à la base il y avait un besoin réel dû à la cherté du logement locatif et au mal-logement. Ce type de crédit, pour lequel le jargon économique a repris le mot américain de « subprime », se multiplia. Pour reprendre la définition du bulletin d'information du Crédit Agricole formulée en prudent langage de banquier, « un crédit subprime est un crédit accordé à des clients « à risque », soit qu'ils aient eu des difficultés financières par le passé, soit que leur capacité de remboursement ne soit pas pleinement documentée ».

À ce qu'il paraît, à l'intérieur de cette catégorie de prêts, il y a une sous-catégorie particulièrement risquée, appelée « Ninja ». Rien à voir avec les sympathiques tortues des des-

sins japonais. En fait, c'est l'acronyme de l'expression anglaise « No Income No Job or Asset », c'est-à-dire « pas de revenu, pas d'emploi ni d'activité (à mettre en garantie) ».

« La part de ce type de crédit dans l'ensemble des crédits hypothécaires », écrit encore le spécialiste du Crédit Agricole, « est passée de 7,4 % en 2002 à 21,5 % en 2006 (soit 640 milliards de dollars sur 3 000 milliards) ».

Décrivant tout ce processus, un article du *Monde diplomatique* de septembre 2007 commente : « Voilà comment émerge la catégorie (...) de « subprimes mortgages », ces prêts immobiliers dont les attributaires inconnus des établissements de crédit sont d'une solvabilité plus que douteuse ».

Le rédacteur de cet article décrit avec une commisération teintée de méfiance cette catégorie d'emprunteurs rendus implicitement responsables du déclenchement de la crise. Ah, si les banques hypothécaires avaient eu la prudence de ne prêter qu'à des gens solvables !

Parmi les commentateurs de la crise financière, il se trouve même des imbéciles pour en rendre responsables les mal-logés des États-Unis qui ont mordu à l'hameçon lancé par les courtiers des banques hypothécaires. Ceux-là sont pourtant les premiers à payer pour la crise par la perte de leurs logements fraîchement acquis, saisis par les banques.

Dans ce sous-entendu, « la crise, c'est la faute à l'insolvabilité des pauvres », il y a cependant un fond de vérité.

Le fonctionnement capitaliste de l'économie ne vise à satisfaire que les besoins solvables. Le crédit ne fait que masquer cette réalité, il ne la change pas.

Le jour devait arriver cependant où, pour les acquéreurs de logements les plus modestes, passé le bonheur des premiers mois où l'on ne remboursait que des sommes modérées et où l'on pouvait se sentir propriétaire de son logement, ont commencé à tomber les premières échéances lourdes. Nombre d'emprunteurs n'ont pas pu rembourser...

Puis, au long de l'année 2006, les défauts de paiement se multiplièrent. Les saisies de logements aussi. Le nombre de logements

saisis s'élèverait d'ores et déjà à plus d'un million. On estime qu'il dépassera largement les deux, voire les trois millions.

Les logements que leurs propriétaires étaient contraints de vendre pour rembourser les emprunts ou saisis par les banques pour être revendus faisaient baisser les prix dans l'immobilier. La spirale spéculative passait à la phase descendante. Les premières faillites se produisirent chez les prêteurs.

La crise de l'immobilier aux États-Unis est loin d'être terminée. Les défaillances de paiement ne pourront que se multiplier durant l'année 2008 car, contrairement aux spéculateurs sauvés à coups de centaines de milliards par la banque centrale, ni cette banque ni l'État n'interviendront pour sauver de la détresse ces quelque deux millions de familles qui se sont endettées jusqu'au cou pour acheter un logement qu'elles perdront inévitablement.

Mais, entre-temps, la crise immobilière a été le facteur déclenchant d'une autre crise, celle du système bancaire.

Comment la contagion s'est propagée des Etats-Unis...

Des crises sectorielles, il s'en produit fréquemment en économie capitaliste, même dans les périodes considérées globalement comme étant en croissance.

La crise de l'immobilier américain aurait pu en rester là, n'eussent été l'engagement des banques dans l'affaire et la spéculation sur les titres représentant les dettes hypothécaires qui s'est greffée sur la spéculation immobilière proprement dite en la dépassant en ampleur.

L'ensemble des opérations financières diverses se greffant sur l'immobilier était comme une sorte de pyramide à l'envers. Les sommes mises en mouvement par la circulation des titres directs ou dérivés étaient bien plus fortes encore que les sommes directement prêtées. Ces papiers représentant les dettes hypothécaires ont été tellement profitables pendant les quatre ou cinq dernières

années de gonflement de la bulle spéculative que nombre de grandes banques et de grandes entreprises en détenaient.

Et pas seulement aux États-Unis. La propagation de la crise à l'Europe a montré l'implication des grandes banques britanniques, françaises, allemandes, suisses ou espagnoles.

Et la sophistication croissante de ce que les banques appellent « les produits financiers » qui, pendant un temps, a masqué la crise en est devenue un des facteurs amplificateurs.

Ces titres s'arrachaient, tant que les acteurs avaient la certitude, ou le croyaient, qu'en les achetant, ils pouvaient facilement les revendre, et les revendre avec profit. C'est-à-dire, en somme, tant qu'ils inspiraient confiance.

Mais si cette certitude disparaissait ? Si les titres, si profitables auparavant, apparaissaient pour les vulgaires bouts de papier qu'ils sont ?

C'est bien ce qui se passe depuis l'éclatement de la crise. Chaque banque sait que sa partenaire et néanmoins concurrente, la banque voisine, possède des titres basés sur des crédits pourris qui ne seront jamais remboursés. Mais elles ne savent pas quelle part de ces crédits pourris elle détient dans ses supposés avoirs, dans son bilan et, par conséquent, quelle confiance on peut lui faire.

Une indication cependant : la Deutsche Bank, dont le PDG vient de reconnaître avoir fait « des erreurs » dans ses placements d'argent, a annoncé par la même occasion que les titres qu'elle « n'est plus en mesure de revendre » représentent quelque 29 milliards d'euros ! La banque survivra sans doute, surtout si l'État allemand la soutient, comme le font tous les autres États vis-à-vis de leurs banques. Mais, en revanche, le patron de cette banque a d'ores et déjà annoncé qu'il n'est pas question de procéder à l'embauche prévue de 4 000 nouveaux salariés (aux États-Unis également, le premier contingent de salariés mis à la porte suite à la crise est celui d'employés de banque).

Or, les banques s'échangent en permanence des crédits et des liquidités. Le système

bancaire fonctionne à travers ces échanges quotidiens où une banque qui est obligée d'emprunter aujourd'hui peut devenir prêteuse deux jours après. Mais quelle est la banque qui, dans les conditions d'aujourd'hui, a envie de se faire rembourser avec des titres où il y a une part indéterminée de titres dérivant des prêts hypothécaires aux États-Unis qui ne valent plus rien ?

C'est pourquoi une brutale méfiance s'est installée d'un seul coup entre les banques.

On se doutait bien que « le roi était nu », mais c'est désormais une certitude !

... en Europe

Dans la propagation en Europe de la crise dont le facteur déclenchant se trouve aux États-Unis, il n'y a nul mystère. Pour cette raison générale d'abord que le capitalisme a tissé de longue date des liens à l'échelle du monde tels que les grandes crises ne respectent nullement les frontières nationales. La crise de 1929, d'une tout autre ampleur que celle qu'on connaît aujourd'hui – du moins jusqu'à présent –, ne s'est pas limitée à Wall Street, et ce n'est même pas aux États-Unis qu'elle a fait le plus de dégâts. Même le renforcement des barrières protectionnistes nationales n'a pas arrêté la propagation.

Ce qu'on appelle la mondialisation financière qui, au-delà de l'ambiguïté de ce terme, couvre aussi et surtout la dérégulation et le déplacement plus libre que jamais des capitaux, a cependant accentué le phénomène. Toutes les grandes banques européennes possèdent dans leurs portefeuilles des titres s'appuyant directement ou indirectement sur les prêts hypothécaires émis par les banques américaines. Leur métier étant précisément d'émettre des titres de crédit, de négocier et de vendre ceux qui se trouvent sur le marché financier, pourquoi n'auraient-elles pas accepté d'enrichir leur portefeuille de prêts hypothécaires si rentables ?

Les entreprises de production participaient au mouvement. « *Les trésoriers d'entreprise sont friands de ces produits censés procurer à moindre risque un supplément*

de rendement par rapport aux marchés monétaires », affirmait le directeur général de la banque d'Orsay.

On comprend pourquoi la presse spécialisée se demande avec angoisse à quel moment et de quelle manière la crise financière se traduira par une crise tout court, par une nouvelle phase de récession, comme l'économie en a connu plusieurs au cours des trente dernières années d'instabilité économique généralisée. Elle se garde bien de donner des réponses que, de toute façon, elle n'a pas. Car, si la crise de confiance entre banques, en asséchant le crédit, a rendu rapidement publique la crise du système financier, personne ne sait dans quelle mesure les trésoreries des grandes entreprises ont été fragilisées par le fait qu'une partie de leurs réserves est composée de titres qui ne valent rien. Personne ne sait, non plus, quelle conséquence aura, pour les entreprises, la difficulté accrue d'obtenir des crédits. La crise a, par ailleurs, aggravé la baisse du dollar par rapport à l'euro. Quelle conséquence cela aura-t-il sur le commerce mondial en général et sur les exportations européennes en particulier ?

L'évolution globale de l'économie mondiale a été marquée au long du quart de siècle passé par une financiarisation croissante de l'économie, par une domination accrue du capital financier sur le capital industriel. Mais la dérégulation a facilité aussi une telle fusion entre capital financier et capital industriel que les plus grosses entreprises de production elles-mêmes participent au marché financier et à ses spéculations en réalisant souvent, voire de plus en plus, davantage de profits dans le domaine financier que dans le domaine productif.

De la succession des crises financières à leur quasi-permanence

Si le facteur déclenchant de la crise financière actuelle se trouve dans l'immobilier aux États-Unis, ses raisons fondamentales sont bien plus profondes. La considérer comme

une crise indépendante de l'évolution générale de l'économie n'a pas de sens, il est plus stupide encore d'en rendre responsables les familles américaines modestes qui ont emprunté pour se loger, et même les banques hypothécaires qui leur ont offert des crédits. C'est à peu près comme ceux qui, devant la mainmise sur telle ou telle entreprise de fonds de pension américains et devant les restructurations et les licenciements qui en résultent, s'en prennent aux « instituteurs du Midwest » dont les fonds de pension gèrent les retraites.

La crise financière déclenchée à partir de l'immobilier américain se situe dans une succession de crises boursières ou financières plus ou moins graves se répercutant plus ou moins sur la production.

Le Monde diplomatique de septembre 2007 rappelle qu'il « *aura été difficile de passer plus de trois ans d'affilée sans un accident majeur. (...) 1987, krach mémorable des marchés d'actions; 1990, krach des « junk bonds » (« obligations pourries») et crise des « savings and loans » (caisses d'épargne américaines); 1994, krach obligataire américain; 1997, première tranche de crise financière internationale (Thaïlande, Corée, Hong Kong); 1998, deuxième tranche (Russie, Brésil); 2001-2003, éclatement de la bulle Internet ...»*

Et l'article se limite aux vingt dernières années !

L'auteur de l'article, Frédéric Lordon, critiquant un journaliste qui s'émerveillait que l'économie capitaliste ait été capable de surmonter ces crises et de repartir de plus belle, écrit que « *le fait est qu'on ne peut pas ne pas être étonné avec lui. À ceci près que le journaliste oublie ce qu'il en a coûté à chaque fois aux salariés de régler les ardoises de l'ébriété financière. Car, invariablement, la dégringolade des marchés frappe les banques donc le crédit puis l'investissement, la croissance... et l'emploi.* »

Pour formuler la chose en des termes moins euphémiques, chaque crise s'est traduite par des vagues de licenciements dans les pays qui ont été dans l'œil du cyclone, par un abaissement des salaires, par un recul de la production de biens matériels.

Et surtout, au-delà des conséquences directes de telle ou telle crise spécifique, l'économie capitaliste s'en sort globalement au détriment des classes exploitées.

En abaissant partout et par une multitude de moyens la part des salariés dans le revenu national, la classe capitaliste est parvenue à sortir de l'aspect de la crise qui la préoccupait exclusivement, c'est-à-dire la baisse du taux du profit.

Une des expressions de la crise économique amorcée dans les premières années soixante-dix, cette baisse du taux de profit a poussé les groupes industriels et financiers et les États dans une offensive multiforme pour rétablir le taux de profit au détriment de la classe ouvrière. Dans un contexte où le rapport des forces était défavorable aux salariés, cette offensive a été couronnée de succès. On estime que le recul du taux de profit a été stoppé au début des années quatre-vingt et que, dans les années quatre-vingt-dix, ce taux a atteint et dépassé son niveau d'avant la crise.

Mais les investissements productifs n'ont pas repris pour autant.

Le fond du problème est là. Depuis maintenant trente-cinq ans, depuis les premières manifestations de la longue période de stagnation de l'économie internationale sous la forme d'une crise du système monétaire international et du « choc pétrolier », les investissements productifs n'ont jamais été relancés de façon durable.

En fait, les crises évoquées ci-dessus, sans même parler des secousses intermédiaires, sont les formes successives d'un même mal fondamental. La prétendue croissance dans les pays impérialistes, illustrée par la hausse de leurs produits intérieurs bruts (PIB), masque la réalité de l'économie productive. Dans la croissance du PIB des États-Unis au cours des toutes dernières années, la hausse des prix de l'immobilier a eu une part non négligeable. On a aujourd'hui l'illustration de son caractère hasardeux.

Les profits continuent simplement à gonfler la masse financière, en permanence à la recherche de placements rentables, alors que

la base productive, là où se crée réellement la valeur, ne s'élargit pas ou s'élargit très peu.

Personne ne peut deviner le devenir de la crise actuelle. Elle peut déboucher sur une chute de la production industrielle, des fermetures d'usines, une nouvelle poussée du chômage. Il se peut cependant qu'avec l'aide des États et des banques centrales, le système financier s'en sorte une fois de plus, donnant une fois de plus à des économistes, des journalistes, des hommes politiques, l'occasion de s'émerveiller devant la souplesse du capitalisme.

Le cours des actions, en chute libre en août, est déjà reparti à la hausse. Depuis, la Bourse fait du yo-yo, avec même une forte hausse globale au mois de septembre. Selon ce qu'en rapporte le journal *Le Monde*, un gérant d'actions de WallStreet se serait interrogé : « *La crise, quelle crise ?* ». Les dirigeants des trois grandes banques, l'américaine Citigroup qui prévoit une chute de 60% de ses profits et les suisses UBS et Crédit Suisse, sont certainement moins portés à cette légèreté de ton, frappées que leurs banques ont été par les conséquences de leurs placements en titres spéculatifs basés sur les crédits hypothécaires américains.

Mais surtout, même si la crise financière actuelle est surmontée, le problème posé par la financiarisation croissante de l'économie ne sera pas réglé pour autant.

Il est significatif qu'alors que la crise financière rendait le crédit plus cher et plus difficile à obtenir, le journal économique *Les Échos* annonçait : « *L'Américain Carlyle vient de lever un nouveau fonds de 5,35 milliards d'euros pour faire des LBO en Europe. C'est le double de la taille de ses deux précédents fonds européens. Si les grands fonds ne semblent pas avoir de difficultés à lever de l'argent frais, les plus petits actionnaires pourraient souffrir.* »

Passons sur le jargon technique. Disons seulement que Carlyle est un des plus grands fonds spéculatifs américains et que les LBO sont une forme très spéculative d'achat à crédit d'entreprises.

Pendant l'effondrement financier dû à la spéculation, la spéculation continue ! Le casino de la finance mondiale reste ouvert.

La crise aura balayé une certaine quantité de petits spéculateurs en même temps qu'elle aura emporté les logements d'un grand nombre de ménages modestes. Mais les plus gros repartent dans de nouvelles spéculations ou dans les mêmes. L'inventivité des financiers a créé de longue date des instruments pour spéculer, aussi, à la baisse.

Il paraît, par exemple, qu'aux États-Unis, après la débâcle de l'immobilier, de nouvelles officines financières apparaissent pour exploiter le fait que l'accroissement brutal du nombre de logements disponibles pousse les prix à la baisse. « C'est le moment d'acheter ! », voilà le cri de guerre des courtiers de ces officines pour placer de nouveaux crédits.

La baisse du dollar par rapport à l'euro, avec les difficultés qu'elle recèle pour les exportateurs des pays d'Europe, ouvre d'ailleurs un nouveau champ pour la spéculation. L'existence de l'euro a, certes, mis fin à la spéculation monétaire entre les pays d'Europe concernés. Mais elle n'a pas mis fin à la possibilité de spéculation entre l'euro et le dollar, sans parler de la livre sterling anglaise, du franc suisse ou du yen japonais. Il n'est pas difficile de prévoir que les capitaux spéculatifs qui quittent l'immobilier iront ailleurs, et pourquoi pas vers la spéculation sur les monnaies, c'est-à-dire sur les variations du taux de change entre ces différentes devises.

Un système en folie

C'est un système fou. Bien des économistes, et pas seulement ceux qui se revendiquent du courant altermondialiste, en dénoncent la folie. Généralement pour réclamer plus de régulation ou, encore, une action politique décidée « pour séparer le bon grain de l'ivraie », le capital productif du capital spéculatif.

Débat relancé après l'intervention massive des banques centrales dans la crise présente. Les altermondialistes dénoncent, à

juste titre, ces interventions qui sauvent la mise aux spéculateurs et qui constituent un encouragement puissant à la spéculation. Pourquoi se gêner alors que, dans ce jeu de casino planétaire, quand on gagne, on empoche, et quand on perd, l'État – ou les banques centrales – éponge vos pertes ?

Mais comment séparer le capital productif du capital spéculatif ? C'est le même capital ! Les fonds spéculatifs les plus aventuriers sont souvent des émanations des banques les plus respectables. Ils en sont à lever des capitaux consacrés à la spéculation auprès des entreprises productives elles-mêmes.

Bien sûr, la dérégulation et la mondialisation financière donnent aux crises de l'économie capitaliste de nouvelles formes. Mais les crises de l'économie capitaliste ne datent pas des dérégulations.

Alors, s'il importe d'essayer de comprendre chaque crise particulière de l'économie capitaliste, d'essayer d'en démonter les mécanismes et de montrer ses dégâts pour les classes exploitées, on ne peut le faire qu'en reliant tout cela au fonctionnement de l'économie capitaliste.

La critique des aberrations de l'économie capitaliste d'aujourd'hui ne se limite pas au milieu altermondialiste. Elle vient parfois de hauts responsables de l'économie capitaliste, il est vrai que c'est généralement lorsqu'ils ne sont plus en fonction. Un homme comme Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001 et ex-économiste en chef de la Banque mondiale, en est le prototype, lui qui résumait ainsi, dans un article-débat publié sur le site du journal *Les Échos*, sa critique du fonctionnement de l'économie : « *Un régime commercial international injuste qui fait obstacle au développement ; un système financier international instable qui débouche sur des crises à répétition, à l'issue desquelles les pays pauvres se retrouvent dans une situation d'endettement insurmontable ; et un dispositif international de propriété intellectuelle qui empêche l'accès à des médicaments abordables capables de sauver des vies alors que le sida ravage le monde en développement. (...) Alors que l'argent devrait circuler des pays riches vers les pays pauvres, au cours des dernières an-*

nées c'est l'inverse qui s'est produit. Les riches sont mieux préparés face aux fluctuations des taux d'intérêt et de change, et les pauvres font les frais de cette volatilité. »

Et le chroniqueur économique du *Monde*, Éric Le Boucher, n'ayant pourtant pas une réputation de gauchiste ni même d'altermondialiste, de s'enflammer : « (Les banques) empruntent des milliards aux banques centrales et, saisies d'horribles craintes sur leur propre santé et sur celle de leurs consœurs, elles refusent de se prêter entre elles »... « *Des gens si bien payés ont fait des bêtises, ils ne méritent aucune impunité. Ils doivent nettoyer leurs écuries, estimer dès maintenant l'ampleur de leurs pertes, le dire, reprendre les crédits normaux à l'économie réelle et prendre les moyens pour s'interdire de recommencer. Sinon, il faudra le leur imposer* » (*Le Monde* du 9-10 septembre 2007).

Bien entendu, même dans leur indignation, ces gens-là ne se posent pas en adversaires du capitalisme. Au contraire, ils souhaitent l'améliorer, rendre son fonctionnement moins cahotique. Lorsqu'ils proposent une autre politique économique, c'est à la bourgeoisie qu'ils la proposent.

Mais les altermondialistes aussi, même si le ton de leurs critiques peut être différent.

L'auteur de l'article déjà cité du *Monde diplomatique*, aux sympathies altermondialistes visibles, a publié sur son site Internet un complément à son article, sous le titre : « *Comment protéger l'économie réelle ?* » : « *Disons d'emblée clairement les choses : la véritable solution en la matière, celle qui doit impérativement demeurer à l'horizon d'une politique alternative, consistera à fermer pour de bon le casino et à mettre les roulettes au feu* ». Comment ? Par le « *découplage entre sphère réelle et sphère financière* », en pratiquant par exemple « *un taux (d'intérêt) pour l'économie réelle, un taux pour les amateurs de montagnes russes spéculatives* ». Et de citer avec nostalgie les dispositifs mis en place aux États-Unis lors du New Deal, séparant les banques commerciales des banques d'investissement, « *avec interdiction formelle aux premières de s'aventurer dans le champ des secondes et réciproquement* ».

Stiglitz, de son côté, prône « *la réforme du système de réserve mondial* », « *le commerce équitable* », « *réduire le champ de la corruption* ». Alors que certains d'entre eux souhaitent clairement que des États prennent des mesures de régulation, voire protectionnistes, d'autres se contentent de faire appel à l'autodiscipline, à la conscience de la bourgeoisie capitaliste de ses intérêts généraux.

Mais, même dans le cadre de la démarche qui est la leur, ils se heurtent à cette réalité de l'économie capitaliste que Lénine avait résumée dans cette formule : « *Un capitaliste est prêt à vendre la corde pour le pendre* ».

Le moteur et la limite du fonctionnement capitaliste de l'économie sont le profit individuel. On a vu que, même dans la crise actuelle, tout le monde savait que la spéculation immobilière conduisait à la catastrophe. Une multitude de dictons dans le milieu boursier reprennent l'idée que « *les arbres ne montent pas jusqu'au ciel* ». Mais l'intérêt collectif de sa classe a rarement empêché un capitaliste individuel de se dire « *après moi, le déluge* » et d'essayer d'engranger jusqu'au dernier euro ou dollar du dernier coup spéculatif qui précède l'effondrement.

Bien sûr, une crise financière débouchant sur une crise économique généralisée peut mettre l'économie dans un tel état de décomposition que la bourgeoisie adopte la politique proposée par tous ces critiques ou, du moins, certains de ses éléments : étatismes, régulation, protectionnisme, etc. Cela s'est bien fait pendant la crise déclenchée en 1929, et rien ne permet d'affirmer que cela ne pourrait pas se refaire.

Mais l'étatisme de ces années de crise, aussi bien sous sa variante molle du New Deal aux États-Unis que sous sa variante féroce pour les classes exploitées de l'économie nazie sous Hitler, n'avait nullement pour objectif de rationaliser le capitalisme, pas plus qu'il n'en avait les moyens.

Les objectifs de l'étatisme, du protectionnisme, ont été, au contraire, de sauver la mise au grand capital et au fonctionnement capitaliste de l'économie dans cette période de crise.

C'est précisément dans cette période d'étatisme économique et de protectionnisme que Trotsky a insisté, dans *Le Programme de Transition*, sur la nécessité absolue de contrôler les banques et leur fonctionnement : « *Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes.* » Et il fixe, parmi les objectifs du *Programme de Transition*, celui de l'expropriation des banques privées, leur fusion dans une banque unique et l'étatisation du système de crédit sous le contrôle de la population.

Ces lignes restent pleinement d'actualité, dans une période où, certes, la crise financière n'a pas débouché sur une dépression économique généralisée, mais où, cependant, la financiarisation étouffe progressivement l'économie. Et, comme à l'époque, ce qui manque, ce n'est pas la perspective représentant les intérêts des classes exploitées et, plus généralement, de la société, mais la force pour l'imposer ou, plus exactement, la conscience politique pour mettre cette force en mouvement.

Texte de Congrès de Lutte Ouvrière, décembre 2007.

Situation économique

La crise financière qui, pendant l'été, s'est propagée à l'échelle du monde et dont on ne voit toujours pas la fin, a eu pour point de départ l'éclatement de la bulle spéculative dans l'immobilier aux États-Unis.

La crise immobilière américaine, survenue brutalement en 2006, était l'aboutissement de quatre années d'une intense spéculation, facilitée par les bas taux d'intérêt de la Banque centrale américaine, permettant aux banques et aux officines hypothécaires de proposer des offres alléchantes à leurs clients.

Après la période au cours de laquelle la demande réelle, multipliée par la demande spéculative, avait fait grimper les prix des logements et accéléré les programmes de construction, le brusque retournement est intervenu lorsque la saturation du marché est devenue tangible (quatre millions de maisons invendues). Cette saturation a coïncidé avec la remontée des taux d'intérêt de la Banque centrale américaine, renchérissant le coût du crédit et rendant les remboursements plus difficiles. L'incapacité d'un nombre croissant d'emprunteurs à payer le service de leur dette, les contraignant à vendre leur maison quand ce n'était pas la banque prêteuse qui la saisissait, a encore aggravé la crise dite de surproduction dans l'immobilier américain.

Rien qu'en tant que telle, la crise immobilière a déjà fait des dégâts importants dans les classes populaires aux États-Unis. Les taux de crédit, alléchants, qu'on leur proposait étant à taux variable, ils se sont révélés un piège pour nombre d'entre eux lorsque le taux directeur de la Banque centrale américaine est passé de 1 % à 5 %.

D'ores et déjà, environ un million d'acquéreurs ont perdu leur logement nouvellement acquis. On considère que ce nombre risque d'atteindre, voire dépasser, les trois millions en 2008, sans parler de ceux, dans les classes populaires, qui ne sont parvenus à

conserver leur logement qu'au prix de sacrifices dans d'autres domaines ou d'une réduction de leur consommation. Ce qui signifie que le seul aspect immobilier de la crise a poussé plusieurs millions de familles vers la pauvreté.

Aux États-Unis mêmes, la crise de l'immobilier et de la construction n'est pas terminée. On estime qu'elle atteindra sa gravité maximum au début de 2008.

Mais l'emballement spéculatif dans l'immobilier ne s'est pas cantonné aux seuls États-Unis. À des degrés divers, tous les pays impérialistes ont connu le même phénomène et pour les mêmes raisons : au départ l'insuffisance réelle de logements pour les classes populaires tire les prix à la hausse ; hausse qui, à son tour, suscite des achats spéculatifs entraînant l'euphorie sur le marché immobilier. Les crédits bancaires facilement accordés amplifient le phénomène.

Pour le moment, il n'y a pas eu d'effondrement brutal des prix dans les pays européens, mais en France par exemple, les statistiques trimestrielles indiquent un léger recul du prix des logements pour la première fois depuis 2000.

C'est bien la crise de l'immobilier américain qui s'est généralisée, durant l'été 2007, en se transformant en crise financière. L'immobilier n'a été que le facteur déclenchant. La crise financière est dans la continuité des crises qui, tous les trois ou quatre ans, secouent l'ensemble du système financier mondial.

La forme prise pour l'instant par la crise financière est une crise de confiance des banques les unes envers les autres. Chacune des banques détient une certaine quantité de titres basés, directement ou indirectement, sur les crédits hypothécaires émis par les banques américaines, mélangés, transformés et revendus en nouveaux titres par des fonds spéculatifs.

Ces titres, qui rapportaient gros, sont présents dans le portefeuille, non seulement de toutes les grandes banques, mais également dans la trésorerie d'un certain nombre de grandes entreprises, sans que l'on connaisse pour autant, tant les opérations financières sont opaques, la part des crédits risqués, c'est-à-dire ceux qui n'ont que peu de chances d'être remboursés un jour, voire pas du tout. Etant donné que les titres divers détenus par les banques servent de supports à de multiples transactions quotidiennes entre banques, la crise de confiance a brutalement freiné cette circulation financière quotidienne, et rendu le crédit plus cher.

Pour venir au secours des banques en difficulté et pour atténuer les tensions sur le crédit, les banques centrales sont intervenues massivement.

L'intervention des banques centrales, celles principalement de la Réserve fédérale (FED) pour les États-Unis, de la Banque centrale européenne (BCE) pour les pays de la zone euro, ou encore des banques centrales britannique ou japonaise, sans parler des autres, a pris principalement deux formes. D'une part, sauver les banques incapables de rembourser leurs déposants et menacées de faillite, en accordant des crédits exceptionnels et pratiquement illimités. D'autre part, faciliter le crédit en jouant sur leurs taux d'intérêt qui servent de référence aux taux pratiqués par les banques.

La Banque centrale européenne a abandonné son projet d'augmenter son taux d'intérêt. Quant à la FED, elle a franchement fait baisser le sien.

Cette générosité des banques centrales a peut-être sauvé le système financier – en tout cas pour l'immédiat –, lui évitant d'être étouffé par manque de crédits. Elle a en tout cas sauvé la mise aux spéculateurs. Ils ont ainsi l'assurance qu'ils peuvent spéculer sans risque puisque, s'ils gagnent, ce sont eux qui empochent le profit de la spéculation et s'ils perdent, ce sont les banques centrales qui paient leurs pertes.

Sous une forme ou sous une autre, l'argent accordé aux banques et aux entreprises spéculatrices sera payé par les classes

populaires. Bien que les centaines de milliards déboursés par les banques centrales aient été accordés à titre de prêts, rien ne garantit que ces prêts seront remboursés. Dans ce cas, il faudra bien que le trou creusé soit, d'une manière ou d'une autre, comblé. Et de toute façon ces crédits accordés représentent des créations monétaires supplémentaires, c'est-à-dire de l'inflation, avec les hausses de prix que cela implique et la baisse du pouvoir d'achat que cela entraîne pour tous ceux, principalement les salariés, dont les revenus sont déjà freinés depuis longtemps.

La crise financière actuelle est le dernier en date des accès de fièvre de la sphère financière qui étouffent de plus en plus la production. Cette financiarisation elle-même est l'aspect marquant de l'évolution de l'économie capitaliste mondiale depuis qu'elle est entrée, au tournant des années soixante et soixante-dix, dans une période de stagnation ou de croissance lente, entrecoupée de périodes de récession.

La baisse du taux de profit des entreprises a été une des composantes de la crise de l'économie capitaliste, succédant aux années d'expansion, laquelle avait été portée d'abord par les nécessités de la reconstruction après la guerre, puis par un élargissement des marchés mondiaux.

La crise du système monétaire international de 1969 à 1971, puis le premier choc pétrolier, en ont été les premières manifestations visibles.

La hausse brutale du prix du pétrole de 1973 résultait de la volonté des trusts du pétrole de préserver leurs profits malgré la stagnation du marché, en augmentant leurs prix puisqu'ils ne pouvaient pas augmenter leurs ventes. Ce remède n'était à la portée que de trusts pratiquement en situation de monopole à l'échelle de la planète, ce qui était le cas des trusts du pétrole. En anticipant cependant sur les conséquences de la crise et en cherchant à se prémunir contre ses effets, les trusts du pétrole l'ont aggravée.

Le renchérissement du prix du pétrole – une multiplication par 14 entre 1970 et 1981 – a lourdement frappé le secteur productif en abaissant encore plus le taux de profit dans la

plupart des entreprises. Ce n'est pas une nouveauté dans les crises capitalistes : les périodes de crise sont en général celles où les grands trusts préservent leurs profits au détriment de l'ensemble de la société, y compris de leurs compères capitalistes, et accentuent leur mainmise sur l'économie quitte à étouffer les entreprises de taille moindre.

Pour sauver les entreprises capitalistes, les Etats sont intervenus massivement partout en faveur de leur classe capitaliste, par des aides et subventions de toute sorte. Pour ce faire, ils ont augmenté la masse monétaire en faisant marcher les planches à billets et en empruntant massivement. L'endettement des Etats s'est accru brutalement. Il n'a cessé de s'aggraver depuis. Tout cela s'est traduit par une forte poussée de l'inflation à l'échelle du monde. Le simple fait de cette inflation constituait une attaque contre les classes sociales aux revenus fixes, les salariés en premier lieu.

La médication apportée à une de ces phases se révélera un poison à l'origine des difficultés de la phase suivante. L'inflation, au rythme différent selon les pays, s'est révélée un facteur de perturbation du commerce international, accentué encore par la disparition du système monétaire international plus ou moins stable mis en place au lendemain de la guerre, à Bretton Woods.

La financiarisation de l'économie avait commencé avant même que la crise du système monétaire international de 1971 ait éclaté au grand jour. La fin des années soixante était marquée par la multiplication de ce qu'on appelait à l'époque les « euro-dollars » qui étaient, en substance, des crédits émis en dollars par les banques extérieures aux États-Unis et non contrôlés par l'Etat américain.

C'est cependant avec la crise, en particulier à partir de la crise du pétrole, que cette évolution vers la financiarisation de l'économie a reçu une impulsion puissante. Ce qu'on appelait alors les « pétro-dollars » – c'est-à-dire de l'argent accumulé d'un côté par les émirs du pétrole et de l'autre côté par les grandes compagnies pétrolières, mais non investi de manière productive – allaient inonder le système financier mondial à la re-

cherche de placements intéressants. À ces sommes considérables s'ajoutaient les titres représentant les dettes des Etats.

Pour sauver la mise à l'ensemble de la classe capitaliste, c'est-à-dire pour lui permettre de stopper la baisse du taux de profit, les groupes industriels et financiers et les Etats qui les représentent ont pris, au fil des ans, un ensemble de mesures qui constituent une vaste offensive visant à diminuer la part de la classe ouvrière dans les revenus nationaux, pour augmenter la part du profit.

Cette offensive a pris une infinité de formes, suivant les pays et les possibilités politiques et sociales des dirigeants des Etats. Elle a abouti à inverser la tendance, au début des années quatre-vingt. À partir de là, le taux de profit était partout en croissance. Dans les années quatre-vingt-dix, il a atteint et dépassé son niveau d'avant la crise.

Dans les crises de surproduction classiques du capitalisme du siècle précédent, la hausse du taux de profit était en général le début de la reprise, incitant les capitalistes à investir dans la production, à augmenter celle-ci et à embaucher. Cette fois-ci, rien de tel : les profits croissants dégagés par l'exploitation renforcée de la classe ouvrière n'ont servi que très peu aux investissements productifs. Ils ont irrigué le système financier mondial en accroissant sans cesse le volume global de monnaie et de crédits en circulation. Les groupes capitalistes, au lieu d'investir, de créer de nouveaux moyens de production et d'ouvrir de nouveaux marchés, se sont contentés d'élargir chacun son propre marché en achetant les parts de marché d'autres, en rachetant des entreprises dans des opérations de fusions-acquisitions qui ont marqué la dernière décennie. Et surtout, au lieu d'investir, ils ont placé leur argent dans des opérations financières plus ou moins spéculatives.

La spéculation est inséparable du capitalisme. Celle sur des actions ou des obligations est aussi ancienne que le sont les Bourses. Cette institution qui, en tant que marché du capital, est absolument indispensable au fonctionnement de l'économie capitaliste, a en même temps toujours été un haut lieu de la spéculation. Mais avec le gonflement des

masses d'argent à la recherche de placements rentables, conjointement aux progrès de l'informatique, le système financier a inventé des « produits » de plus en plus spéculatifs. Il a créé de nouveaux organes spécialisés, vendant les uns aux autres des titres basés sur d'autres titres, aux deuxième, troisième ou énième degré, transformant le monde financier en un gigantesque casino. Les critiques du système capitaliste ne sont pas les seuls à constater que la « logique financière » comme ils disent, impose sa loi y compris aux entreprises productives. Elle le fait par deux biais : d'une part, les entreprises productives qui utilisent de plus en plus massivement leurs profits, voire leur trésorerie au jour le jour à des opérations financières et d'autre part, parce que les fonds de placement qui rachètent des actions ne cherchent pas à investir à long terme mais visent la rentabilité à très court terme. Bien des économistes bourgeois eux-mêmes déplorent cette course au précipice, tant ils savent que la plus-value que se dispute la classe capitaliste vient, en dernier ressort, de la seule production.

Dénoncer la « mondialisation capitaliste » pour expliquer tout à la fois la financiarisation de l'économie et les crises financières comme le font certains altermondialistes, est stupide. La crise actuelle a été « mondialisée » comme l'a été en son temps la crise de 1929. Comme l'avaient été, déjà, les crises périodiques du 19^e siècle, même si elles ne concernaient qu'un nombre plus restreint de branches – chemins de fer, sidérurgie, textile ou bâtiment – et même si la « mondialisation capitaliste » ne concernait pas encore vraiment le monde entier.

Cela dit, les mesures prises pour faciliter encore la circulation et le placement des capitaux, la dérégulation, la déréglementation, la démolition de tout cloisonnement mis en place dans la période antérieure entre les entreprises productives, entre les banques et les compagnies d'assurances, voire, à l'intérieur même du secteur bancaire, entre banques commerciales et banques d'investissement, ont contribué à ce que les fluctuations de l'économie capitaliste se transmettent pour ainsi dire instantanément.

Il faut y ajouter également la suppression des barrières protectionnistes devant la circulation des capitaux entre pays capitalistes eux-mêmes, et plus encore la pleine intégration, dans l'économie capitaliste et dans les circuits financiers, de cette partie de la planète qui leur échappait plus ou moins antérieurement : le bloc des pays de l'Est autour de l'URSS, ou encore les quelques rares pays sous-développés qui avaient cherché à desserrer l'emprise impérialiste pour tenter de se développer en fermant leurs frontières devant la circulation des capitaux.

Même les Bourses, ces hauts lieux de la spéculation, ne sont plus représentées par des bâtiments avec des courtiers, s'étendant autour d'une corbeille. La Bourse devient un lieu immatériel, la connexion en réseau d'un ensemble d'ordinateurs couvrant toute la planète. Même compte tenu de la fermeture quotidienne, on peut spéculer 24 heures sur 24, en suivant pour ainsi dire le déplacement du soleil passant de Tokyo ou de Hong Kong à Moscou, de Paris ou de Francfort à Londres puis à New York. Il est d'ailleurs des spécialistes qui gagnent des fortunes sur les minuscules variations entre les valeurs des titres d'une place à l'autre et tout au long des 24 heures.

Si la première phase de la crise a été marquée par l'inflation résultant des interventions des Etats en faveur de leur classe capitaliste et le fait de financer des interventions en faisant marcher la planche à billets, la deuxième phase, à partir des années quatre-vingt, a été marquée au contraire par des mesures destinées à freiner cette inflation devenue gênante pour la classe capitaliste elle-même.

La planche à billets, c'est-à-dire la création monétaire, a été partout remplacée par le recours aux emprunts d'Etat. L'inflation a été en effet freinée, mais au prix d'un endettement encore plus grand des Etats.

En France par exemple, la dette de l'Etat vient de dépasser les 1 200 milliards d'euros. En euros constants, c'est-à-dire en décomptant les effets de l'inflation, la dette publique, en croissance ininterrompue, a été multipliée par cinq en vingt-cinq ans. Rien que le service de la dette, 39 milliards d'euros pour le bud-

get 2007, occupe le deuxième poste de dépenses de l'Etat français.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les emprunts d'Etat alimentent les circuits financiers. Cependant, l'économie financiarisée, aujourd'hui, a porté cette tendance de l'économie impérialiste à un degré sans précédent. Ces emprunts d'Etat, parmi lesquels les bons du Trésor américain occupent une place particulière, sont devenus un des aliments du système financier international, un des vecteurs aussi des spéculations sur les monnaies. Dans des périodes de krach boursier ou bancaire, ils servent aussi de refuge aux capitaux affolés cherchant un placement sûr car les Etats font plus rarement faillite que les entreprises – encore qu'il y a Etat et Etat, et les bons du Trésor américain ont évidemment une autre solidité que les papiers similaires émis par le Mexique, la Thaïlande... ou par le Mali, si tant est que celui-ci s'avise d'en émettre.

Que des économistes bourgeois et qui s'expriment comme tels, affolés par les soubresauts financiers qui menacent sans cesse la production, cherchent une voie de sortie est dans l'ordre des choses. Mais dans l'état actuel de décrépitude politique et de perte de références, les altermondialistes passent aujourd'hui, non seulement pour des représentants de la gauche, mais de la gauche radicale. Leur démarche fondamentale est pourtant la même que celle des économistes bourgeois cherchant à rendre le système économique capitaliste moins malade. Si le diagnostic des altermondialistes est juste lorsqu'ils dénoncent les conséquences catastrophiques de la financiarisation de l'économie, toutes leurs propositions tournent autour d'idées qui, soit sont, au mieux, des emplâtres sur une jambe de bois – la taxe Tobin sur les déplacements de capitaux ou la suppression des paradis fiscaux – soit représentent un retour à la réglementation et aux protectionnismes.

Il n'est pas impossible, loin de là, que les idées protectionnistes trouvent des échos du côté des grandes puissances impérialistes et de leurs groupes financiers. Si la globalisation financière leur permet de piller sans obstacle toute la planète, certaines de ses conséquences peuvent leur être préjudiciables. Tout

en prêchant l'ouverture des frontières devant la pénétration de leurs capitaux, les grandes puissances impérialistes n'ont jamais complètement cessé d'être protectionnistes les unes vis-à-vis des autres et toutes vis-à-vis des pays qu'il est à la mode de qualifier d'émergents.

Cela fait plusieurs années par exemple qu'aussi bien les États-Unis que l'Union européenne s'ingénient à se protéger des marchandises à bas prix venant de la Chine et, accessoirement, d'autres pays sous-développés. L'affaire est d'autant plus compliquée que ces marchandises à bas prix sont bien souvent soit fabriquées avec des capitaux venant de pays développés – dans les secteurs les plus modernes de l'industrie chinoise, électronique, électroménager, la Chine n'est qu'un vaste atelier de sous-traitance pour le Japon –, soit sont fabriquées sur commande des entreprises – la plus grande chaîne commerciale du monde, l'américaine commerciales ou industrielles des pays impérialistes Wal-Mart, ou le fabricant de jouets Mattel... La préoccupation des Etats impérialistes est de trouver des mesures qui, tout en laissant ouvert le marché chinois à leurs capitaux et à leurs produits, fermentaient au moins partiellement leur propre marché aux produits chinois.

Un autre domaine encore où le protectionnisme pointe, est le domaine financier lui-même. Quelques émirats du pétrole qui engrangent des revenus financiers importants non utilisés sur place par leurs dirigeants, ont l'habitude, de longue date, de placer leur argent en bons du Trésor américain et, très occasionnellement, dans l'achat d'actions de grandes entreprises.

Pour des raisons tout à fait différentes, la Chine se retrouve dans une situation analogue. La surexploitation des travailleurs chinois a permis, au cours des dernières années, à la Chine d'exporter massivement. La valeur de ses exportations dépasse largement celle de ses importations, destinées principalement à la consommation de sa classe riche, rendant ainsi son commerce extérieur largement bénéficiaire. Ce surplus d'argent est placé aux États-Unis, sous forme de titres d'Etat ou autres bons du Trésor.

Tant qu'il ne s'agissait que de sommes déposées en titres de l'Etat américain, cela ne gênait pas les États-Unis, bien au contraire. C'est grâce aux sommes considérables déposées par les pays pauvres que les États-Unis équilibrent leur balance des paiements. C'est une façon de drainer l'argent prélevé sur les ouvriers et les paysans chinois vers les circuits financiers de l'impérialisme. Mais voilà que certains des Etats, agissant par l'intermédiaire de fonds financiers appelés « fonds souverains » (c'est le cas des émirats du pétrole) ou par l'intermédiaire de trusts d'Etat (c'est le cas du trust pétrolier chinois Cnooc ou du russe Gazprom) s'avisent de vouloir placer leur argent de façon plus profitable en rachetant des actions d'entreprises occidentales.

Il ne s'agit pour le moment que d'un mouvement marginal, mais qui a fait pousser des hurlements protectionnistes au nom des « intérêts stratégiques » de la nation ou au nom du « patriotisme économique ». C'est ainsi que les États-Unis ont empêché le rachat par la société d'Etat chinoise Cnooc du pétrolier américain Unocal et refusé à la société publique Dubaï-Portsworld le rachat de ports américains.

La même attitude protectionniste a été à la base de la réaction de l'Etat français contre le rachat de Suez par la société italienne ENEL alors pourtant que la France et l'Italie font toutes deux partie de l'Union européenne.

Pour le moment, ces réactions protectionnistes sont ponctuelles et limitées, tant les avantages de la circulation des capitaux prévalent sur toute autre considération. Mais en cas d'aggravation de la situation économique mondiale, il y a une forte probabilité que les mesures et les attitudes protectionnistes se multiplient et que les pays pauvres qui exportent en soient les principales victimes.

Les altermondialistes qui, par ailleurs, dénoncent à juste titre les méfaits de la « mondialisation capitaliste » pour les pays pauvres auront alors été suivis. Mais la remontée des protectionnismes jouera au profit des pays impérialistes, de la même manière que la globalisation joue en leur faveur. Il n'y a, dans un monde dominé par l'impérialisme, pas plus

une politique « équitable » qu'il n'y a de « commerce équitable ».

Prôner le retour au protectionnisme est une politique réactionnaire : fondamentalement parce que cela vise à sauver la mise au grand capital et au fonctionnement capitaliste de l'économie ; plus encore parce qu'un retour aux protectionnismes nationaux, s'il advenait qu'ils soient imposés par une aggravation importante de la crise, serait une régression considérable. Que l'on se souvienne seulement que ce fut le remède du capitalisme lors de la grande crise de 1929 et de la dépression qui s'ensuivit, avec d'un côté aux États-Unis l'étatisme du New Deal, certes, et ses grands travaux, mais aussi de l'autre côté, l'économie allemande sous le nazisme.

Notre raisonnement en tant que communistes révolutionnaires est à l'inverse. La crise actuelle n'est pas l'expression d'une phase de l'économie capitaliste, et d'une phase contournable de surcroît, c'est l'expression du fait que l'organisation et le fonctionnement capitalistes mènent la collectivité humaine à l'abîme.

La présente crise est une nouvelle démonstration, chèrement payée, de ce que coûtent à la société l'opacité du système bancaire (y compris pour les spécialistes) et la concurrence que se livrent entre eux les établissements bancaires et financiers pour inventer et placer des produits financiers de plus en plus complexes et qui ont de moins en moins de rapport avec l'économie productive.

Tout cela multiplie, amplifie et aggrave les soubresauts anarchiques propres au fonctionnement de l'économie capitaliste et entraîne d'immenses gaspillages.

Le contrôle populaire du système financier devient une nécessité vitale pour l'économie. Contrairement aux propositions des réformistes de toute sorte, une réglementation plus stricte et de l'étatisme renforcé ne constituent pas en eux-mêmes une solution car la question est aussi : qui contrôle l'Etat ?

Seule la fusion de toutes les banques en une seule mettrait fin à leur concurrence mortelle et seul le contrôle de toute la population rendu possible par la levée du secret bancaire représente une perspective pour la société.

La financiarisation a poussé le caractère usuraire de l'économie sous l'impérialisme à un point tel que cela étouffe complètement la vie économique. La globalisation financière a poussé la mondialisation capitaliste jusqu'à son extrême limite.

Les deux évolutions, conjointes, ont en même temps ôté toute signification véritable aussi bien à l'« économie nationale » qu'à la propriété privée elle-même. C'est l'évolution du capitalisme qui démolit les bases mêmes sur lesquelles il a été édifié. Ce n'est pas en retournant en arrière que la société peut sortir de cette contradiction.

Car tout retour en arrière serait catastrophique. L'avenir est, au contraire, de mettre fin à la propriété privée des moyens de production et des organismes financiers, c'est-à-dire à l'économie capitaliste sur laquelle elle repose.

Un article de Lutte Ouvrière publié le 19 septembre 2008, au lendemain de la faillite de la banque Lehman Brothers - qui fut en quelque sorte le coup d'envoi de l'effondrement du système.

L'économie capitaliste : la catastrophe annoncée

La faillite de la banque Lehman Brothers, un des piliers de Wall Street, et le sauvetage en extremis de la société d'assurances AIG montrent que la crise de l'économie capitaliste, commencée par la crise des crédits hypothécaires américains, amplifiée en crise financière, est entrée dans une phase grave.

À travers son système financier, c'est toute l'économie capitaliste qui vacille. Les têtes pensantes du capitalisme ont beau multiplier les réunions internationales, elles n'ont manifestement aucune prise sur les événements. Leur économie, cette économie dont elles monopolisent le commandement et dont elles sont les seules à tirer profit, leur échappe

complètement. Elles en sont aux incantations, se répartissant entre celles qui, comme notre inénarrable ministre de l'Économie, donnent dans le style « Tout va très bien, madame la marquise » et celles qui, comme Greenspan, l'ancien président de la Réserve fédérale, c'est-à-dire la banque centrale américaine, affirment que « il s'agit d'un événement qui se produit une fois tous les cinquante ans, probablement une fois par siècle ». L'ombre du krach boursier de 1929, début de la plus longue dépression économique que le système capitaliste ait connue, plane même sur les commentaires qui se veulent des plus optimistes.

Un système économique que personne ne maîtrise

La « danse de Saint-Guy » qu'exécute le gouvernement des États-Unis est significative de l'affolement et des hésitations des dirigeants du monde capitaliste. Au mois de mars dernier, la FED, la banque centrale américaine, avait fourni trente milliards de dollars pour venir au secours d'une des premières banques américaines, Bear Stearns, poussée par la crise vers la faillite.

Il y a à peine une semaine, elle avait annoncé la nationalisation hypocrite de Freddie Mac et Fanny Mae, deux mastodontes spécialisés dans le crédit immobilier aux États-Unis en mettant sur la table la somme colossale de deux cents milliards de dollars.

Et puis, virage à 180 degrés, elle a refusé de venir au secours de Lehman Brothers. Nouveau virage le lendemain : elle a, de nouveau, ouvert son coffre-fort pour sauver AIG, une des plus grandes sociétés d'assurances du monde, qui est au bord du gouffre. Et qui y est pour les

mêmes raisons que les grandes banques. Avec la déréglementation, les sociétés d'assurances, comme les entreprises de toute nature qui en ont les moyens, ont toute liberté de s'adonner aux opérations financières. Et toutes ont spéculé sur les fameux crédits titrisés « subprimes » qui, pendant des années, ont rapporté gros, avant de s'effondrer l'été dernier. Toutes ont, dans leurs réserves, de ces titres pourris qui ne valent plus aujourd'hui que le prix du papier sur lequel ils sont imprimés. Du coup, leurs bilans s'effondrent les uns après les autres. Ce qui, à son tour, affole tous ceux avec qui elles étaient en affaire. L'argent les fuit. La méfiance des banques les unes vis-à-vis des autres assèche les circuits de l'argent. La panique pousse les détenteurs des actions d'une banque ou d'une entreprise atteinte à se débarrasser au plus vite de leurs actions. Le prix de ces dernières chute. Celle de Lehman Brothers est passée de

60 dollars il y a un an à 0,2 dollar ! Une division par trois cents !

Depuis plusieurs mois que la crise de confiance entre banques s'est installée, présidents de banque centrale et ministres de l'Économie ont beau échafauder des plans dans le cadre du G7 ou de l'Union européenne, ils ont beau

Mais comment empêcher que la panique ne s'aggrave ?

Comment empêcher qu'elle devienne générale ? La banque centrale américaine semble hésiter, en zigzagant d'un jour à l'autre, entre deux stratégies, aussi aléatoires l'une que l'autre mais tout à fait contradictoires.

Le choix de laisser une banque comme Lehman Brothers s'écrouler implique que la banque faillie ne pourra pas rembourser ses dettes contractées auprès d'autres banques, au risque de pousser celles-ci, à leur tour, vers la faillite.

Mais consacrer plusieurs milliards de dollars pour sauver une seule banque n'est-ce pas un encouragement pour toutes les spéculations, y compris les plus folles ? Pourquoi ne pas spéculer si, dans ce jeu de casino géant, quand on gagne, on encaisse et quand on perd, c'est l'État qui rembourse vos dettes ?

Il y a une autre raison qui freine la banque centrale américaine dans son envie de voler au secours de toute banque menacée. Pour puissants que soient les moyens financiers de la banque centrale, ils sont limités. Rien que les deux cents milliards de dollars déboursés pour nationaliser Freddie Mac et Fanny Mae, c'est-à-dire pour dédommager les spéculateurs, représentent un quart de ses réserves.

Autant dire que dépenser plusieurs dizaines de milliards de plus pour sauver une seule banque alors que, par ailleurs, la banque fédérale puise en continu dans ses réserves pour dépanner toutes les banques en manque de liquidités, assècherait à brève échéance lesdites réserves.

L'État américain aurait toujours la ressource de faire marcher la planche à billets ou ce qui en tient lieu dans la finance moderne informatisée. Mais ce serait faire la démonstration aux yeux de tous ceux qui ont placé leurs réserves dans des bons du trésor américains, non seulement toutes les grandes banques du

multiplier les déclarations lénifiantes et, surtout, déverser des dizaines de milliards d'euros ou de dollars pour sauver la mise aux spéculateurs et renflouer les circuits interbancaires de l'argent, ils n'ont pas réussi à rétablir la confiance.

monde mais aussi les États, que le dollar ne vaut plus rien, que l'argent qu'ils gardent dans leurs réserves n'est que de la fausse monnaie. Ce serait tenter de guérir l'absence de confiance des banques américaines les unes vis-à-vis des autres en suscitant la méfiance vis-à-vis du dollar lui-même et vis-à-vis de l'ensemble de l'économie américaine.

Les États des grandes puissances impérialistes se révèlent parfaitement incapables de rétablir la confiance entre grandes banques, même en déversant des milliards dans l'économie, c'est-à-dire en faisant payer toute la population pour sauver la mise aux financiers.

Et qu'est-ce qui se passera si la panique se répand dans toute la bourgeoisie, petite et grande, si tous ceux qui ont de l'argent déposé dans les banques, affolés, cherchent à récupérer leurs dépôts ?

Les plus optimistes des dirigeants économiques ou politiques du monde capitaliste, en évoquant la comparaison avec 1929, ajoutent que le monde financier a aujourd'hui une expérience et des instruments pour juguler la crise. Pour le moment, le seul fait incontestable est que la crise, ils ne l'ont pas empêché d'éclater !

Près de quatre-vingts ans après le krach de 1929, elle est de nouveau là, malgré tous ceux qui prétendent que le capitalisme a changé.

Mais il n'a pas changé. En tout cas, pas dans son fondement. Le moteur de cette économie reste toujours la rivalité pour réaliser le maximum de profit privé sur un marché aveugle. Ce fondement n'a pas changé depuis que Marx en a analysé les ressorts et a dénoncé non seulement les injustices de ce système économique et les inégalités qu'il creuse en permanence, mais aussi son irrationalité et son caractère anarchique.

Le boomerang de la finance

Depuis plus de trente ans, le système capitaliste semblait avoir trouvé le remède à ce qu'on appelle par antiphrase une « crise de surproduction ». Par antiphrase car le problème n'est pas qu'on produit trop, mais que le marché solvable ne se développe pas au rythme de l'accroissement des capacités de production.

Ce remède était la finance. C'est elle qui semblait rapporter ce que la production ne pouvait pas faire. Mais tous les profits, y compris ceux de la finance, viennent de la production. Les profits élevés des dix ou quinze dernières années venaient en réalité de l'exploitation accrue de la classe ouvrière, de la diminution continue de sa part dans le revenu du travail par rapport au revenu du capital.

En réduisant le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, par le biais du chômage, par le biais du blocage des salaires, la classe capitaliste s'est, certes, assuré pendant plusieurs années des profits élevés, mais en pesant en même temps sur la consommation, c'est-à-dire sur le marché.

Le développement de la finance a masqué cette réalité et repoussé les échéances. Mais la crise financière actuelle n'est que le retour

de boomerang de la crise de l'économie capitaliste dans son ensemble.

Et, de conséquence, la crise financière devient à son tour une cause. Rien qu'au cours de l'année écoulée, en aggravant la spéculation, en accentuant son caractère erratique, elle a entraîné des mouvements tout aussi erratiques des prix des matières premières, dont le pétrole. Elle provoque des soubresauts dans les taux de change entre devises, avec les perturbations que cela entraîne dans le commerce international. Elle entraîne le renchérissement du crédit, l'aggravation des conditions dans lesquelles on peut l'obtenir. Tout cela pèse déjà sur l'économie productive. Ce ne sont plus seulement des banques, des maisons d'assurances ou des agences immobilières qui font faillite ou sont sous la menace, mais aussi des entreprises du bâtiment et des compagnies d'aviation. Et la menace est tangible sur certaines entreprises de l'industrie automobile - y compris la plus grande, General Motors - ou de la chimie.

Ce n'est pas une banque ou une maison d'assurances qui sont en faillite. Pas même le seul système financier. C'est toute l'économie capitaliste.

La guerre annoncée contre la classe ouvrière

Cela fait bien des années que la classe capitaliste, pour faire face à la crise de son économie, a intensifié la guerre qu'elle mène en permanence contre la classe ouvrière. Elle a aggravé les conditions d'existence des classes laborieuses. L'amplification de la crise amènera inévitablement l'intensification de cette guerre contre le monde du travail, qui se manifestera inévitablement par encore plus de licenciements, des salaires encore plus bas, la généralisation de la pauvreté même dans les pays riches et la famine dans les pays pauvres.

Aussi, la seule question qui vaille pour la classe ouvrière ne tourne pas autour de supplications sur les conséquences de l'aggravation

actuelle de la crise. « Ne te demande pas pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour toi ».

La question immédiate pour la classe ouvrière et plus généralement pour les classes populaires est de savoir comment se défendre contre « les deux maux économiques fondamentaux dans lesquels se résume l'absurdité croissante du système capitaliste, à savoir le chômage et la cherté de la vie », pour reprendre l'expression de Trotsky.

Mais, bien au-delà, se pose la question de l'avenir. Devant l'ampleur de la crise, on entend déjà toute une partie des faiseurs d'opinion s'en prendre, non pas au capitalisme et à son fonctionnement, mais au « libéralisme », à la « déréglementation », à la « mondialisation »,

proposant de revenir à plus d'étatisme accompagné de plus de protectionnisme. Mais l'interventionnisme étatique, dont fait preuve en ce moment même le très conservateur et très libéral gouvernement Bush, montre que ce sera une autre façon de faire retomber sur les travailleurs le fardeau du sauvetage du capitalisme. Dans ce concert, se distinguent en particulier tous les courants réformistes, social-démocrates ou altermondialistes. Tous ces gens-là sont en train de théoriser et d'afficher comme programme alternatif en fait ce que Bush pratique aux États-Unis : offrir la béquille étatique pour sauver la mise aux capitaux privés défailants.

Pour les travailleurs, il n'y a pas d'autre programme valable face à la crise de l'économie capitaliste qu'une politique visant à détruire ce système économique, c'est-à-dire la révolution sociale. Est-ce utopique ? Certainement pas plus que de croire qu'en restant dans le cadre du capitalisme, il est possible d'éviter la catastrophe !

Georges KALDY

Après la faillite de la banque Lehman Brother et celle, évitée de justesse par une intervention massive de l'État américain, de l'assureur AIG en septembre 2008, la crise s'est généralisée. Et elle est brutalement passée de crise financière à crise de production – avec à la clé un véritable plongeon de la production industrielle et une explosion du chômage. Les centaines de milliards que les grands États capitalistes injectent dans l'économie n'y changent rien.

L'économie capitaliste vers la crise généralisée

Depuis la rentrée de septembre, la crise de l'économie capitaliste s'est étendue et s'est accélérée. Plus personne ne peut nier qu'il s'agit d'une crise d'une ampleur comparable à celle d'octobre 1929.

La rapidité avec laquelle la tempête financière se propage donne le tournis. Quoi que fassent les dirigeants affolés des États, la crise ne cesse de s'aggraver. À peine un État éteint-il à coups de milliards l'incendie d'une banque qu'un autre incendie s'allume. Quand ce n'est pas une grande banque qui s'effondre, c'est la Bourse qui chute. En ces premiers jours d'octobre, alors que les gouvernements multiplient les gestes pour arrêter la panique des « investisseurs » – c'est-à-dire de tous ces possesseurs de capitaux qui, en plaçant et en déplaçant leur argent, nourrissent l'incendie financier –, les indices des places boursières, Nikkei, CAC 40 et autres Dow Jones, s'effondrent les uns après les autres au fil du décalage horaire.

Les vagues successives de la crise

L'histoire retiendra peut-être la date du mercredi 8 août 2007 comme étant le début de la crise. C'est en effet ce jour-là que ce qui apparaissait dans les mois précédents comme une simple crise dans l'immobilier américain s'est transformé en crise financière, qui plus est mondiale.

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur les mécanismes à travers lesquels une crise qui n'était, somme toute, que sectorielle,

comme il y en a eu bien d'autres au cours des trente dernières années, s'est propagée dans le monde entier. Nous ne reviendrons pas non plus sur la technique de ces fameuses « titrisations » qui mélangeaient du crédit hypothécaire américain risqué avec d'autres types de crédits, que les banques, les sociétés d'assurances et les entreprises s'arrachaient à l'époque où ils rapportaient gros mais qui, ayant brutalement perdu de leur valeur, empoisonnent aujourd'hui tout le système bancaire.

Rappelons seulement que la méfiance à l'égard des titres susceptibles d'être empoisonnés par une portion de mauvais crédits a semé la suspicion entre les banques. Cette suspicion s'est généralisée à tous les titres. En se généralisant, elle a engendré une crise de confiance entre banques.

Les différentes banques procèdent entre elles, jour après jour, à des myriades d'opérations, où l'argent circule sous forme de titres. La méfiance à l'égard des titres a abouti à cette aberration que, dans ce monde financier qui regorge d'argent, il y a une crise des liquidités. Depuis un an, les banques ne se prêtent plus d'argent pour lequel un dépôt de titre sert d'ordinaire de contrepartie ou n'en prêtent qu'à des taux prohibitifs. Le système bancaire ne fonctionne que parce qu'il est sous perfusion, alimenté par les banques centrales.

Mais dès ses débuts, la crise s'est diversifiée. Au long de l'année, à la crise immobilière et à la crise financière, se sont ajoutées une crise du pétrole, plus généralement une crise

des matières premières, une crise alimentaire, mais aussi la récession dans l'économie productive. En réalité, c'est la même crise qui s'écoule par plusieurs canaux, tantôt se déversant les uns dans les autres, tantôt se séparant, s'inter-influençant toujours.

C'est ainsi, par exemple, que la crise d'origine, la crise dans l'immobilier américain, a alimenté directement la crise du pétrole, des matières premières et même la crise alimentaire, tout simplement parce que c'étaient des capitaux en quête de placements chassés de l'immobilier qui sont allés vers les matières premières, y compris alimentaires, en en faisant brutalement monter les prix (des prix qui, depuis, font du yoyo, celui du pétrole, par exemple, au hasard des autres soubresauts de la crise ou des jugements que s'en font les spéculateurs).

En ce début du mois d'octobre 2008, il apparaît évident qu'il s'agit de la même crise, d'une crise générale de l'économie capitaliste. Une crise où, à la différence de 1929, les grands États impérialistes ont immédiatement volé au secours de leurs financiers et, au-delà, de leur classe capitaliste. Mais, pour le moment, sans succès...

L'aggravation de la crise depuis la rentrée de septembre, marquée par la mise sous tutelle le 7 septembre 2008, c'est-à-dire la nationalisation de fait par le gouvernement américain, de deux institutions financières, Fannie Mae et Freddie Mac, par la faillite d'une des plus grandes banques d'affaires de Wall Street, Lehman Brothers, le lundi 15 septembre et par le sauvetage *in extremis* de la société d'assurances AIG, a amené les États, et en premier lieu celui des États-Unis, à déverser dans l'économie des sommes fantastiques.

Rien que les premières interventions de l'État américain représentent une facture de 1 050 milliards de dollars pour le Trésor américain (dont les 700 milliards du plan Paulson destinés à racheter aux banques leurs titres pourris). Rappelons, pour comparaison, que les réserves de la banque centrale des États-Unis sont de l'ordre de 800 milliards de dollars.

Mais les banques centrales des autres puissances impérialistes ne sont pas en reste : l'équivalent de 170 milliards de dollars pour la banque centrale européenne ; même montant pour la banque du Japon. Et le compteur n'arrête pas de tourner. Le jour même où la presse économique récapitulait les dépenses antérieures des banques centrales ou des États, la banque d'Angleterre annonçait une prévision de dépenses de 250 milliards de livres sterling.

C'est une politique de classe cynique et brutale. La seule « sortie de crise » proposée par la bourgeoisie coûtera aussi cher aux classes populaires que la crise elle-même. Ce sont elles qui auront à payer les sommes offertes aux responsables de la crise. L'objectif le plus urgent de tous les gouvernements est de stopper la crise de confiance généralisée. Dans le monde des affaires, personne ne fait confiance à personne. Les banques ne se prêtent plus entre elles, ce qui affole les marchés boursiers. Et l'effondrement des Bourses en même temps que les difficultés du crédit atteignent le financement des entreprises elles-mêmes.

Pour rompre cet enchaînement infernal, les dirigeants des États essayent de persuader les marchés financiers, c'est-à-dire en fait les propriétaires des capitaux qui s'agitent sur ces marchés, qu'ils ne courent pas de risques à faire confiance aux autres banques car les États sont décidés à prendre la place de celle qui serait éventuellement défailtante. Mais cela ne suffit pas pour rétablir la confiance entre banques.

Les États ont beau y déverser tant et plus d'argent, le système financier apparaît comme un puits sans fond.

Pour le moment, rien n'y fait. La Bourse, qui est un bon baromètre de l'économie capitaliste, continue à s'effondrer. Il n'y a pas, comme en 1929, un seul « jeudi noir » où les Bourses se seraient effondrées de 40 % en quelques jours, mais il y a ce qu'ils appellent un « effondrement rampant ». Par rapport à son niveau le plus élevé, il y a un an, l'indice de la Bourse de New York en était, au début du mois d'octobre, à une baisse de 32,5 %. Rien que pour le « lundi noir » du 6 octobre

2008 – un « lundi noir » de plus, après celui du 15 septembre où la banque Lehman Brothers, un des piliers de Wall Street, a fait faillite –, le CAC 40, l'indice de la Bourse de Paris, a connu la plus forte chute depuis sa mise en place, soit 9,04 %. Et le lendemain, plus de 6 % de chute supplémentaire. Des chutes de l'ordre de 7 % à Londres et à Francfort. Et la Bourse de Tokyo, qui pouvait se considérer comme heureuse avec une chute de 3 % le « lundi noir », avait perdu 9 % le lendemain !

Mais cela peut être pire encore. Pour le moment, la panique se limite au monde de la finance elle-même, aux banquiers, aux gérants de fonds de placement qui ne savent plus à quel titre se vouer. Mais que se passerait-il si la panique se généralisait ?

Les dirigeants politiques se répandent en déclarations rassurantes. Ils font de la « protection des épargnants » un des leitmotifs de leurs promesses. Mais leur véritable préoccupation n'est pas de protéger les épargnants, mais de protéger les banques et autres caisses d'épargne d'une panique venant des épargnants.

Aux origines de la crise financière

Les raisons fondamentales de la crise financière n'ont rien de mystérieux. Les produits financiers – les actions, les obligations, les titres de crédit et la multitude de titres représentant une combinaison plus ou moins sophistiquée de tout cela – sont des produits comme les autres. Ils ont leurs marchés. Ils se vendent, ils s'achètent, de préférence avec du profit. Malgré le caractère éthéré des produits, de plus en plus détachés du réel au gré de la sophistication, les marchés financiers régulent l'offre et la demande, comme n'importe quel autre marché, après coup. C'est-à-dire dans la crise. Les crises ne constituent pas une aberration de l'économie capitaliste, mais ses seuls moments de régulation. Ce sont les crises qui mettent, en quelque sorte, de l'ordre dans un fonctionnement économique chaotique, où chaque capitaliste suit son propre plan, ses propres intérêts et court après son propre profit individuel.

En d'autres termes, ce n'est pas cette phase du fonctionnement normal de l'économie capitaliste qu'est la crise qui est irrationnelle, aveugle, c'est l'économie capitaliste elle-même dans son fonctionnement d'ensemble qui est irrationnelle par rapport aux besoins et aux possibilités de la société, à son degré de développement.

Les produits financiers sont, plus encore que les produits matériels, sujets à la spéculation. Dans une interview parue dans *Le Parisien* du 9 octobre 2008, Pascal Lamy, président de l'Organisation mondiale du commerce – et social-démocrate, comme il sied pour être parmi les serviteurs les plus en vue du grand capital –, prend le contre-pied du climat ambiant où Sarkozy comme Bush, la main sur le cœur, s'en prennent aux spéculateurs en les désignant comme les responsables de la crise. Il déclare : « *Ne faisons pas comme si la notion de spéculation était une sorte d'infamie morale* ». Au fond, il est plus sincère que les autres car la spéculation est inhérente au fonctionnement capitaliste de l'économie.

« La spéculation est inhérente à la nature humaine », éprouve cependant le besoin d'ajouter Lamy, rejoignant ainsi une armada d'autres serviteurs et défenseurs du capitalisme du présent et du passé. Mais le fonctionnement de l'économie n'a rien à voir avec la nature humaine, pas plus qu'avec les lois éternelles. La concurrence, la course au profit, la spéculation sont inhérentes à une forme d'organisation économique, le capitalisme, qui a eu ses heures de gloire à ses débuts, il y a plus de deux siècles, lorsqu'il avait permis à l'humanité d'accomplir des progrès formidables, mais qui est devenu une cause permanente de gaspillage et un facteur de désagrégation sociale périodique.

Mais si la crise financière prend l'ampleur qu'elle a aujourd'hui, c'est en raison de la prépondérance acquise par la finance sur la production et en raison aussi de la masse financière en circulation dans l'économie.

Si la prépondérance de la finance n'est pas chose nouvelle – Lénine y voyait déjà un des aspects fondamentaux de l'impérialisme –, le gonflement des masses financières, la financiarisation de l'économie sont insépa-

rables de l'histoire économique des toutes dernières décennies, en gros celles qui nous séparent de la fin des prétendues Trente Glorieuses et du début de la longue période de croissance lente de l'économie.

Les premières formes d'expression de cette financiarisation ont été constituées par les « euro-dollars », c'est-à-dire ces dollars qui correspondaient à des crédits en dollars émis par des banques hors des États-Unis, c'est-à-dire non contrôlés par le gouvernement américain. Les « pétro-dollars », les dollars accumulés par les trusts du pétrole et par les potentats des pays pétroliers, et non investis dans la production, avaient pris le relais.

La coïncidence entre la fin de la période de relative expansion de l'après-guerre et le début de la financiarisation de l'économie n'est pas fortuite.

Ce sont la saturation du marché des produits et la baisse du taux de profit que cela a entraîné qui ont amené le grand capital à engager son offensive multiforme contre le monde du travail pour rétablir le taux de profit au détriment de la classe ouvrière.

Pendant ces quelque trois décennies, la finance n'a cessé de gonfler par rapport à l'activité productive. Des crises financières locales ou sectorielles se sont succédé avec une fréquence croissante. Ces crises ont, chaque fois, cassé l'emballement du moment. Mais, à peine une crise était-elle surmontée que la machine s'emballait de nouveau.

Le gonflement de la finance a connu un nouveau coup d'accélérateur à partir de 2000-2001.

Dans la presse économique, on accuse beaucoup le président de l'époque de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine, Alan Greenspan, d'être responsable de l'emballement financier en ayant eu une politique laxiste, de crédit facile. Et, en effet, cette politique de crédit facile avait conduit les banques et les institutions financières à accorder d'autant plus facilement du crédit qu'elles étaient sûres de se refinancer facilement et pour pas cher auprès de la banque centrale grâce au taux d'intérêt particulièrement bas pratiqué par cette dernière.

Mais l'individu ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Sa politique monétaire bénéficiait d'un très large consensus dans la bourgeoisie américaine. Avant 2001, cette politique d'argent facile avait facilité le financement de ce qui passait alors pour la « nouvelle économie », l'informatique, la téléphonie mobile, l'Internet et ses « start up ». Et puis, patatras : cette « nouvelle économie », dont d'aucuns auguraient une nouvelle ère de prospérité, s'est révélée n'être que l'ancienne économie capitaliste appliquée à de nouveaux produits. Comme pour tant d'autres produits, les possibilités productives se sont révélées trop importantes pour les possibilités d'absorption du marché.

Ladite « nouvelle économie » connut sa crise de surproduction. Et la spéculation financière qui s'était greffée sur le développement de l'informatique, après avoir fait gonfler la « bulle Internet », subit le « krach Internet ».

Coïncidence : le krach de la « nouvelle économie » est intervenu à la période où les États-Unis ont connu un autre effondrement, celui des tours jumelles du World Trade Center, le 11 septembre 2001, sous le coup des terroristes de Ben Laden. Les deux événements risquaient de pousser l'économie américaine vers la récession.

Dans un contexte marqué par une menace de récession, à laquelle s'ajoutaient sur le plan politique les conséquences des attentats du 11 septembre 2001, l'intention de la banque fédérale avait été de faciliter la reprise de l'activité économique. D'où le crédit facile. Mais, si le crédit facile a en effet favorisé une certaine reprise, il a favorisé, dans des proportions bien plus importantes, la finance et la spéculation. Une fois de plus, comme si souvent depuis près de quarante ans, c'est la médication administrée pour guérir l'économie d'un mal qui allait conduire à un autre, plus grave encore.

À certains égards, le « krach de la nouvelle économie » a été la toute première phase de la crise financière d'aujourd'hui, ou sa répétition générale. C'est là, en effet, que « l'industrie de la finance », comme disent ses pratiquants et ses profiteurs, a accéléré l'accumulation de

ses matériaux, profitant de l'argent facile de la banque centrale.

Puisque le taux d'intérêt bas de la banque centrale rendait le crédit facile, c'est-à-dire l'argent pas cher, pourquoi ne pas emprunter ? Et, comme la production réelle ne demandait pas tant d'argent et surtout pas pour être investi, la finance inventa des instruments financiers de plus en plus sophistiqués. Un Soros, pourtant expert en spéculations, affirme que, parti à la retraite, il ne comprend plus rien aux dits « instruments financiers » avec lesquels jouent ses successeurs !

Le Monde du 10 octobre cite un professeur d'économie à l'École Polytechnique qui affirme que « *certains établissements financiers proposaient à leurs clients des actifs dont la description tenait en un manuel de 150 pages* ». Cela ne relève pas seulement de l'anecdote. Les banques se méfient les unes des autres parce que personne ne sait de quoi est composé le titre qu'on lui offre en garantie d'un prêt.

Tant que la spirale de la spéculation était ascendante, personne ne s'intéressait à cette sophistication du moment que le titre rapportait. Plus maintenant. Mais pourquoi le crédit bon marché de la banque fédérale a-t-il entraîné ce mouvement spéculatif ?

Le secteur immobilier américain, d'où est partie la crise présente, illustre le mécanisme qui s'est mis en marche. Il y a eu en effet, dans les premières années 2000, une relance de la construction. Des chantiers de construction se multipliaient, des maisons surgissaient de terre, des appartements étaient construits, c'est-à-dire des biens matériels étaient créés. Mais si l'industrie du bâtiment allait bien, les spéculations qui se greffaient dessus allaient mieux encore.

Les subprimes, ces fameux crédits immobiliers bon marché accordés avec le logement acheté en garantie, ont contribué pendant une période à la création de biens réels. Jusqu'à ce que la fabrication de biens virtuels, de ces titres basés sur du crédit risqué, dépasse, et de très loin, la fabrication de biens réels.

La politique de crédit bon marché a fini par alimenter infiniment davantage la spéculation

sur l'immobilier que l'industrie du bâtiment.

La tempête financière parcourt les continents

Lorsqu'au mois de septembre 2008, la crise financière s'est accélérée aux États-Unis, ministres et commentateurs se sont succédé pour expliquer qu'il y avait peu de risques que la crise traverse l'Atlantique, en raison des différences entre le système bancaire américain et celui d'Europe.

Le discours était mensonger et stupide. Mensonger parce qu'une des premières banques atteintes par la crise bancaire, la première aussi où on a vu des clients affolés faire la queue pour tenter de récupérer leurs dépôts, a été la banque britannique Northern Rock. Et surtout stupide car, avec l'interpénétration mondiale des systèmes bancaires, il n'y avait aucune raison pour que les banques européennes échappent à la crise financière.

Et, dès les premiers jours de septembre, la crise de confiance a traversé l'Atlantique et a frappé plusieurs banques européennes. Fortis, Dexia, Bradford & Bingley, Hypo Real Estate, Glitnir, n'ont été sauvées que grâce à l'argent public : une banque franco-belgo-néerlandaise-luxembourgeoise, une franco-belge, une de Grande-Bretagne, une banque d'Allemagne et une d'Islande.

Et s'est reproduite alors en Europe, avec quelques jours de décalage, la même agitation parmi les dirigeants politiques pour sauver les banques menacées de faillite. À ceci près cependant qu'alors qu'aux États-Unis, il y a un gouvernement central qui décide et qui a pris immédiatement les décisions qu'il estimait bonnes pour tenter de consolider la situation et d'arrêter la panique, l'Union européenne n'est qu'une juxtaposition d'États aux intérêts divergents. Parler d'une tentative de réaction européenne ne correspond d'ailleurs pas vraiment à la réalité. Ce sont les dirigeants des quatre puissances impérialistes dominantes : l'Union européenne, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, qui se sont réu-

nis, s'érigeant en directoire des 27 pays de l'Union, en vertu de l'idée simple que ce qui était bon pour leurs bourgeoisies devait être bon pour les 23 autres (y compris pour leurs compères impérialistes espagnols, belges ou hollandais).

Seulement voilà ! Même entre elles, ces quatre puissances ne sont pas parvenues à un accord. Il n'y a pas eu un plan Paulson européen. L'unité de l'Europe est une belle chose dans les discours, mais les plus riches puissances européennes, l'Allemagne en tête, n'ont pas envie de payer pour les autres.

En fait, chaque État, chaque banque nationale se sont mis à aider leurs propres banques, leurs propres institutions financières. Comme aux États-Unis, les compteurs tournent avec des chiffres comportant beaucoup de zéros. Cinquante milliards d'euros dépensés par l'État allemand pour sauver une seule grande banque ! 250 milliards de livres sterling dans le cadre d'une copie du plan Paulson mais limitée à la seule Grande-Bretagne !

Alors que ces dirigeants répètent qu'une réaction unie des États européens est indispensable en étant incapables de la prendre, l'Union européenne montre ses limites.

Il n'est même pas garanti que l'euro – qui n'est la monnaie commune que d'une partie de l'Union européenne – résiste à la crise. Le « chacun pour soi », c'est-à-dire le sauvetage de ses propres banques, de sa propre bourgeoisie, conduit nécessairement non seulement à l'accroissement des dépenses de chaque État, mais aussi à ce que s'aggravent les différences entre ces dépenses. Les dirigeants européens commencent d'ailleurs à parler d'un assouplissement des critères de Maastricht. Aucun des États n'aura cependant envie de payer pour une inflation de l'euro dont sera responsable un autre État. La tentation sera forte, pour les plus forts, de se retirer de la zone euro pour en revenir à une monnaie nationale, plus facile à contrôler en fonction des intérêts de la bourgeoisie nationale.

La guerre entre banques

« *Reprenez vos esprits !* », s'est écrié Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, lorsqu'il a constaté que, malgré la décision concertée, le 8 octobre 2008, de sept banques centrales de réduire leurs taux d'intérêt, les prix des actions ont continué à baisser et les Bourses à chuter. Mais si les prix des actions continuent à baisser, c'est tout d'abord que, pendant la période antérieure, ils ont été largement surévalués et qu'ils n'ont pas encore trouvé leur équilibre.

Il y a un lien, en tout cas il est censé y en avoir un, entre les prix des actions et les dividendes qu'elles rapportent. La récession qui s'annonce poussera le taux de profit vers le bas, les dividendes aussi. Il est donc dans l'ordre des choses que les prix des actions baissent. Pour reprendre la terminologie des financiers et des commentateurs, « le marché corrige » les prix des actions, après coup là encore, comme toujours, c'est-à-dire dans la violence d'une crise. Après l'emballement et la surévaluation de la période de montée, voilà la descente.

Et c'est sur ce mouvement que se greffe la spéculation pour l'amplifier en lui donnant un caractère chaotique. Il y en a pendant les périodes d'emballement, où tout le monde veut acheter, comme dans les périodes de chute qui résultent du fait qu'il y a plus de gens qui vendent que de personnes qui achètent.

L'incantation de Jean-Claude Trichet est destinée évidemment aux vendeurs pour qu'ils arrêtent de vendre. Mais elle ne s'adresse probablement pas aux actionnaires petits et moyens, affolés. Ce ne sont pas eux qui donnent le ton sur les grands marchés financiers de New York, Paris ou Francfort, auxquels la plupart d'entre eux n'ont pas accès.

Les ventes massives d'actions qui font baisser les prix ne viennent pas seulement d'une multitude de ventes de « traders » affolés. Il y a eu des ventes massives concertées. En réalité, derrière l'agitation désordonnée, il y a l'action concertée de gros requins du capital financier qui non seulement ont les moyens de se protéger contre la baisse de la Bourse, mais ont même, à certains moments, les

moyens de la provoquer, de l'accentuer et d'en tirer profit.

La presse a relaté comment Warren Buffett, déjà l'homme le plus riche de la planète, est en train d'agrandir sa fortune en spéculant à la baisse. Mais il y a encore autre chose. Après la faillite de Lehman Brothers, les grandes banques savent qu'elles ne survivront pas toutes à la crise. Elles savent aussi d'expérience que les périodes de crise offrent des opportunités extraordinaires. Un mouvement de spéculation peut faire baisser les prix des actions d'une banque bien en dessous de la valeur réelle de la banque en question, de ses réseaux, de ses dépôts, de sa clientèle, etc. C'est le moment pour les chacals de la finance de se jeter sur le cadavre. Et parfois ce sont eux qui tuent.

La presse a rapporté que la banque Lehman Brothers, cette vénérable institution quasi-centenaire de Wall Street, n'a pas péri de mort naturelle mais parce qu'une de ses rivales, la banque J.P. Morgan, lui a maintenu la tête sous l'eau quand elle était en difficulté.

Le plus gros coup du spéculateur retraité Soros a été en son temps lorsque, spéculant à la baisse du taux de change de la livre sterling anglaise, une fois la baisse intervenue, il encaissa plusieurs milliards de dollars. En fait, Soros avait spéculé avec des sommes tellement considérables qu'en pariant sur la baisse des cours, il l'avait provoquée.

Il se passe en ce moment une multitude de phénomènes du même genre sur le marché financier. La baisse des cours résulte de l'effolement de beaucoup de ceux qui essaient de vendre pour ne pas perdre. Mais elle résulte sans doute aussi de la lutte à mort entre les mastodontes de la finance qui provoquent des mouvements de vente pour affaiblir un concurrent ou pour l'achever.

C'est irresponsable, même du point de vue de la bourgeoisie ? Oui, c'est irresponsable. Mais, comme le résumait si bien Lénine : les capitalistes sont prêts à vendre la corde destinée à les pendre.

La crise financière a déjà conduit à plusieurs regroupements, fruits de ce qui semble être un accord – ainsi les Caisses d'Épargne avec les Banques Populaires –, mais bien plus

souvent issus de rachats. La banque Lehman Brothers a été finalement rachetée, pour moins de deux milliards de dollars, par J.P. Morgan qui a si bien contribué à l'achever, alors que ses actifs étaient estimés à plus de 300 milliards de dollars !

Près de la moitié des banques vedettes de Wall Street ont disparu, soit par faillite comme Lehman, soit parce qu'elles ont été rachetées, généralement pour une petite fraction de leurs actifs. Exit Wachovia, exit Washington Mutual, exit Merrill Lynch ; et Goldman Sachs n'a pu sauver momentanément sa peau que grâce au soutien – ô combien intéressé – du milliardaire Warren Buffet.

Chose remarquable : bien souvent, le requin victorieux l'est parce qu'il a été aidé par un État. Confronté à la menace de faillite d'une banque, l'État nationalise, c'est-à-dire rachète la banque quand il n'a pas le choix. Mais lorsqu'il a le choix, il prend des participations et aide la banque la plus puissante à l'emporter, en prenant une part dans l'affaire. C'est ainsi que l'État participe avec l'argent public à la lutte à mort entre grandes banques.

Il en résulte un mouvement de concentration dans le secteur bancaire. C'est, en fin de compte, une des principales fonctions de la crise : faire place nette, se débarrasser d'un trop-plein d'institutions financières au profit d'une concentration encore plus grande.

Récapitulatif, le 3 octobre, le mouvement de concentration en cours, le journal *Les Échos* voit émerger trois méga-trusts bancaires, J.P. Morgan, Citigroup et Bank of America mais il ajoute : « *Dans le paysage incroyablement mouvant du secteur bancaire américain, les classements ne tiennent pas vingt-quatre heures* ».

Alors, autant dire que les admonestations purement verbales d'un Trichet ne pèsent guère dans la balance, pas plus que celles des chefs d'État, qu'ils soient ensemble ou séparés. Ce ne sont pas eux qui décident. Leur rôle se limite à colmater les brèches, à rassurer les petits déposants, à faire croire que ce qui se passe n'est pas aussi grave qu'il y paraît, c'est-à-dire à faire le travail politique pour lequel la bourgeoisie les paie.

L'activisme des grandes banques, des grands possesseurs de capitaux, qui pèsent si lourd dans l'ampleur de la spéculation, ne s'arrêtera que lorsque les plus puissants seront arrivés à bout de leurs projets.

De la crise financière à la récession

Aux États-Unis, c'est la crise financière qui a entraîné l'économie dans la récession. Sous le titre « *La Fed au secours des entreprises* », *Le Figaro* du 8 octobre 2008 rapporte une affirmation significative sur la façon dont l'économie productive est atteinte par la tempête financière. Pour financer les dépenses immédiates, comme le paiement de leurs employés ou de leurs fournisseurs, les grandes entreprises émettent des billets de trésorerie. Mais, affirme le journal, « *la crise de confiance a atteint un tel degré qu'il est devenu difficile ou trop coûteux pour les sociétés commerciales d'assurer normalement leurs besoins de trésorerie en émettant comme d'habitude des créances à court terme. On estime à 1 600 milliards de dollars l'encours de ces billets de trésorerie actuellement sur le marché...* ». Ne trouvant plus preneurs pour leurs billets de trésorerie, les entreprises se retrouvent à court de liquidités et, pour la première fois depuis le début de la crise financière, la banque centrale américaine s'est lancée dans le rachat de créances à court terme d'entreprises non financières. Ainsi donc, comme pour le marché financier entre banques, c'est l'État qui remplace les banques dans le rôle qui devrait être le leur en prêtant aux entreprises.

De la finance, la crise se propage à l'économie productive. Elle touche déjà la construction, l'automobile et, de plus en plus, le textile. À la baisse du pouvoir d'achat des classes populaires qui réduit le marché s'ajoute la difficulté d'obtenir du crédit.

Et, contrairement aux contes de fée que les dirigeants européens racontent à leurs peuples, la crise risque de toucher plus gravement encore l'Europe que les États-Unis. La récession américaine est une conséquence de la crise financière. L'Europe, en revanche, et

en particulier la France, allait vers la récession avant même que la crise financière ne l'atteigne vraiment, notamment en raison de la hausse brutale du prix du pétrole. En atteignant son plein effet, la crise financière aggravera encore la récession.

Un gaspillage colossal

Les augures du FMI, tout en reniant leurs propres prévisions optimistes d'il y a quelques mois, pour annoncer la croissance zéro, voire négative, affirment cependant, comme leur chef économiste, que « *les risques d'occurrence d'une dépression semblable à celle des années 1930 sont quasi-nuls* ». Depuis les premières prémises de la crise, on en a vu des augures du même acabit se succéder pour annoncer, à chaque étape, que la crise était finie, ou pas loin de l'être, avant d'être obligés d'avaler leur chapeau !

Quand bien même le FMI aurait raison, les gâchis de la crise présente sont déjà colossaux car les pertes ne sont pas que virtuelles. Des chantiers de construction sont arrêtés, des usines ralentissent leurs activités ou ferment, et des travailleurs sont jetés à la rue.

Et il y a le passé. Les profits partis en fumée résultent de l'exploitation, elle, bien réelle. Les salaires bloqués, les cadences de travail aggravées, les réductions d'effectifs pour faire produire plus par moins d'ouvriers, la flexibilité et la précarité, visent, au nom de la compétitivité, à accumuler toujours plus de profit. Et tout ça pour ça... !

L'humanité paie d'un prix exorbitant la persistance de l'organisation économique basée sur le marché et la recherche du profit.

Toute prévision sur les futurs développements de la crise serait oiseuse. On peut seulement constater avec quelle rapidité la classe capitaliste et ses représentants à la tête des États ont jeté par-dessus bord les discours du « laisser-faire » qui dominaient auparavant. Les gouvernements les plus réactionnaires font intervenir l'argent public à tour de bras, rachetant des actions des banques et des établissements financiers, quand ils ne vont pas jusqu'à les nationaliser complètement. Ce n'est

certainement pas quelque chose de nouveau dans l'histoire de l'économie capitaliste. Les capitaux privés, lorsqu'ils sont confrontés au chaos provoqué par leur propre gestion de l'économie, trouvent, en général, protection du côté de l'État.

Il en fut ainsi pour tenter de surmonter la grande dépression qui suivit la crise de 1929, aussi bien aux États-Unis que dans l'Allemagne nazie. Il en fut ainsi encore au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Au lendemain de la guerre, sous l'influence en particulier du mouvement stalinien qui dominait le mouvement ouvrier, on donnait aux nationalisations une coloration socialiste. Cela n'était que mensonges, même à l'époque. Mais, aujourd'hui, les nationalisations totales ou partielles auxquelles se livrent des gouvernements aussi réactionnaires que ceux de Bush et Sarkozy, ou celui, « travailliste », de Gordon Brown en Grande-Bretagne, apparaissent pour ce qu'elles sont réellement : des mesures prises, non pas pour rogner le capital privé mais, au contraire, pour le protéger ; non pas pour combattre le capitalisme, mais pour le sauver de la banqueroute.

Signe des temps : le journal économique *Les Échos*, que l'on ne peut pas soupçonner d'avoir des idées communistes cachées, dans une page consacrée, le 9 octobre, aux « *Dix principales questions qui font débat* », pose en deuxième : « *Faut-il nationaliser toutes les banques en Europe ?* » et commence sa réponse en affirmant : « *Une telle solution aurait, certes, l'avantage d'en finir avec les turpitudes boursières subies actuellement par les banques européennes. Une nationalisation générale leur offrirait à la fois l'argent dont beaucoup ont besoin pour continuer à prêter et gonfler leurs fonds propres ainsi que le temps pour nettoyer leurs bilans des actifs toxiques qui leur restent. La pression sur les marchés interbancaires se détendrait, les établissements auraient moins recours aux liquidités des banques centrales.* » Et si, finalement, il écarte cette solution, c'est parce que cela aurait « *un coût. Des centaines de milliards d'euros seraient nécessaires pour que les gouvernements aient la main sur leur secteur bancaire* ».

Oui, même si, à part la petite Islande, il n'est pas question de nationaliser tout le secteur bancaire, les interventions des États coûtent déjà très cher. Les dépenses colossales des États accroîtront leur endettement et/ou les pousseront à faire marcher la planche à billets, ou ce qui en tient lieu.

À commencer par les États-Unis. La politique du Trésor américain conduira inévitablement à une dépréciation du dollar. Mais, comme au royaume des aveugles, les borgnes sont rois, le dollar garde, faute de concurrent, sa position de monnaie de réserve privilégiée. Les États-Unis partageront ainsi généreusement leur inflation avec tous ceux qui ont déposé leurs réserves chez eux ! On peut s'attendre à une aggravation de l'inflation plus ou moins ample suivant les pays. Mais aussi – parce que cela en découle pour ainsi dire mécaniquement – à des turbulences dans les taux de change, des crises monétaires peut-être, avec les conséquences que cela aura sur le commerce international.

Un vent de consensus souffle néanmoins dans tous les grands pays impérialistes du monde sur la nécessité d'interventions étatiques. Aux États-Unis, le Parti démocrate aussi bien que le Parti républicain se sont retrouvés derrière le gouvernement Bush. Ici, en France, les seules nuances de différence dans les discours du Parti socialiste et de l'UMP tiennent de la mauvaise foi politicienne.

Triste ironie de l'histoire : le Parti socialiste est même en quelque sorte débordé sur sa gauche par Sarkozy et la droite, c'est-à-dire sur l'étatisme qui était son credo dans le passé. Le dernier en date des gouvernements socialistes, celui de Jospin, a passé son temps, non pas à nationaliser, mais à démailloter ce qui l'était déjà, y compris les services publics.

Alors, parler aujourd'hui de nationalisation, de régulation, c'est se joindre à la sainte alliance de ceux qui vont de Bush-Sarkozy aux altermondialistes, en passant par les dignitaires de la social-démocratie.

Les différentes formes de prise de participation de l'État, jusqu'à la nationalisation, sont des moyens de donner de l'argent aux capitalistes privés. Ces messieurs les finan-

ciers non seulement toucheront de l'argent mais, de plus, ils seront déchargés de la peine de sortir le système bancaire du chaos dans lequel ils l'ont plongé. Et, bien sûr, une fois la crise résorbée, les banques rapportant de nouveau du profit, on les reprivatise (comme on l'a fait, il y a un peu plus de vingt ans, pour la sidérurgie et pour bien d'autres secteurs).

La seule nationalisation que les travailleurs pourraient reprendre à leur compte est la nationalisation sans rachat. Elle ne pourrait se faire que sous une pression puissante de la classe ouvrière. Même les serviteurs les plus zélés du capitalisme parlent aujourd'hui de « contrôle » et de « régulation ». Mais le seul objectif valable du point de vue des intérêts des salariés, des classes populaires, est l'expropriation de toutes les banques et leur regroupement dans une banque unique, soumise au contrôle de ses travailleurs et de toute la collectivité.

Il n'y a rien à retrancher à ce que Trotsky proposait aux travailleurs dans le *Programme de Transition*, rédigé en 1938, à une époque où le capitalisme, pour sortir de la longue dépression suivant le krach de 1929, s'acheminait vers la guerre :

« L'impérialisme signifie la domination du capital financier. À côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les banques concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du monopole aux tendances de l'anarchie. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants ; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes.

Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les

banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique.

L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire : pour les petits déposants, la BANQUE D'ÉTAT UNIQUE pourra créer des conditions plus favorables que dans les banques privées. De la même façon, seule la banque d'État pourra établir pour les fermiers, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Néanmoins, plus important encore est le fait que toute l'économie, avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, servira les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs.

Cependant, l'ÉTATISATION DES BANQUES ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'État lui-même passe entièrement des mains des exploiters aux mains des travailleurs ».

Dans une série de meetings tenus en mars 2009, Lutte Ouvrière a tenu à réaffirmer que face à la crise du capitalisme, le seul avenir du monde reste le communisme. La crise générale du capitalisme est bien entendu évoquée dans ces meetings. Extraits.

Le capitalisme au bout du rouleau

L'économie capitaliste est une économie qui reproduit sans cesse et aggrave les inégalités sociales, concentrant les richesses à un pôle et développant la pauvreté à l'autre. C'est une économie qui produit en fonction du marché, c'est-à-dire uniquement en fonction de la consommation solvable. Elle ne produit que pour ceux qui peuvent payer. C'est aussi une économie dont le fonctionnement est chaotique, irrationnel, imprévisible car chaque capitaliste décide en fonction de ses seuls intérêts ce qu'il produit et comment, sans que quiconque organise et coordonne la production globale.

(...) Le capitalisme n'est plus ce facteur de progrès qu'il a été à ses origines, où il a mis fin à la stagnation séculaire des modes de production antérieurs, lorsqu'il a libéré les forces productives de l'humanité, lorsqu'il a fait exploser les capacités scientifiques et techniques. Aujourd'hui, le capitalisme est devenu un cancer sur le corps social et un frein pour l'augmentation du niveau de vie.

Cela fait au bas mot un siècle et demi que, parti à la conquête du monde, le capitalisme ne supprime plus ce qui reste des anciennes formes d'oppression, même les plus archaïques. Il s'accommode des castes en Inde, des antagonismes ethniques, voire de l'esclavage, en Afrique et d'infinies variétés de formes d'oppression, notamment de l'oppression des femmes, un peu partout.

Sur le plan politique, il soutient les pires dictatures. Il ne vend pas de la nourriture aux peuples du tiers monde, mais des armes à ceux qui les oppriment.

Mais à tout cela, il a ajouté l'esclavage salarial et la loi du profit qui, aujourd'hui, dominent et conditionnent toutes les autres formes d'exploitation et d'oppression.

(...)

Même pendant ses périodes d'expansion, le capitalisme représente un énorme gâchis pour la société. Même pendant ses périodes d'expansion, il privilégie la production de biens inutiles par rapport aux besoins fondamentaux, parce que le capitalisme n'a que faire des besoins de ceux qui n'ont pas d'argent pour acheter.

Même dans ces périodes d'expansion et même dans les pays impérialistes où l'économie concentre ses plus grandes richesses, elle condamne une partie de la population à la misère matérielle et morale, à la régression, aux cités-dortoirs, quand ce n'est pas aux taudis, aux drogues et à la criminalité.

Même en période d'expansion, le capitalisme creuse l'écart entre les plus riches et les plus pauvres de la société, en même temps qu'il creuse l'écart entre les pays riches et les pays pauvres.

Le gâchis le plus important engendré par l'organisation capitaliste de l'économie, un gâchis humainement inacceptable, économiquement désastreux, c'est le gâchis du travail humain. Dans les pays capitalistes les plus développés, ceux d'Amérique du Nord ou d'Europe occidentale, plusieurs millions de personnes sont maintenues hors de la production. Ce sont pourtant ces pays qui concentrent sur leur sol l'écrasante majorité des usines, des machines, les moyens de produire, sans même parler du niveau culturel, de la recherche scientifique et technique.

Le chômage est, quand on y pense, une véritable aberration mentale. Il y a, d'un côté, des hommes capables de produire et des infrastructures matérielles pour le faire efficacement et, d'un autre côté, des besoins à satisfaire. Mais, entre les capacités de production de la société et les besoins, s'interpose la loi du profit.

Et le capitaliste ne met en œuvre son capital productif et n'embauche des chômeurs qu'à condition que cela lui rapporte du profit. Et un profit suffisamment élevé pour que le capitaliste industriel puisse payer sa dîme à une multitude de ses congénères sans lesquels les entreprises ne pourraient pas fonctionner : banquiers, négociants, assureurs, publicitaires et bien d'autres.

Les capitalistes ont le monopole des moyens de production et sont les seuls habilités à les mettre en œuvre. C'est ce monopole-là qu'il faut briser car un chômeur qui retrouve du travail crée la valeur qui permet d'assurer son salaire tout en permettant d'accroître la production sociale.

Le développement capitaliste est encore à la base de l'énorme gâchis de travail humain que représente le sous-développement. Il ne s'agit pas seulement du fait que, dans les pays pauvres, le chômage est en général bien plus élevé que dans les pays riches. Plus grave encore est le fait que tous ceux qui travaillent n'ont pas accès aux moyens de production qui démultiplient l'efficacité de leur travail à la mesure des capacités productives de notre époque.

Combien de paysans des pays pauvres travaillent du matin au soir avec une rentabilité dix fois, cent fois inférieure à celle de leurs semblables des pays développés ? Le paysan africain qui cultive la terre avec un daba, une sorte de petite pioche, n'est pas un chômeur. Mais le simple fait de ne pas avoir accès à un tracteur ou à une pompe à eau permettant un minimum d'irrigation, fait que toute une partie de son travail part en fumée, et pour lui-même, et pour la société.

Que d'efforts humains gâchés lorsque, faute de canalisations, l'approvisionnement en eau se fait à dos d'homme ou sur la tête des femmes, non seulement dans les villages mais aussi dans les quartiers populaires des grandes villes !

Que de gâchis aussi du fait de la transformation de l'agriculture locale ! Par la violence et par la force du pouvoir colonial dans le passé, par la pression économique aujourd'hui, un grand nombre de pays pauvres ont été contraints d'abandonner les cultures

vivrières susceptibles de nourrir leurs populations, pour des cultures destinées au marché des pays impérialistes.

On a imposé au Sénégal la culture de l'arachide pour obliger les paysans à produire pour Lesieur. On a imposé au Tchad la culture du coton, traité ensuite en France, pour le plus grand profit des grands capitalistes du textile comme Boussac.

On intégrait ainsi dans un même processus de production les petits paysans du sud du Tchad cultivant le coton et les ouvrières des usines de textile des Vosges, dépendant les uns et les autres du même groupe capitaliste, celui de Boussac.

De la même manière, pour que puissent être produits tous ces cosmétiques vendus cher à des femmes qu'on cherche à convaincre qu'« elles le valent bien », il y a le travail et les efforts des ouvrières des usines cosmétiques de L'Oréal, mais il y a aussi le travail et les efforts des ouvriers agricoles qui, sur les plantations de Côte-d'Ivoire, s'échinent dans les palmeraies qui ont pris la place de la forêt.

La concurrence, qui a été le principal ressort du progrès capitaliste, a abouti à son contraire, à la concentration et à la centralisation du processus capitaliste. Le capitalisme est devenu l'impérialisme. Pour reprendre une expression de Trotsky, « *de la concurrence (...) qui avait été le ressort créateur du capitalisme et sa justification historique sort irrévocablement le monopole malfaisant, parasitaire, réactionnaire* ».

Ce sont ces monopoles, les Total, Exxon, les Nestlé, les Monsanto, les groupes financiers et industriels qui dominent aujourd'hui l'économie mondiale. Périodiquement, les adversaires des idées communistes prétendent que cette concentration des capitaux permet une régulation du fonctionnement du capitalisme et la disparition des crises.

On voit aujourd'hui qu'il n'en est rien. Aux dires même des dirigeants du monde capitaliste, la crise actuelle est une des plus graves que l'économie capitaliste ait connues depuis la grande crise qui a suivi l'effondrement de la Bourse de New York en 1929.

Déjà à cette époque, le capitalisme n'avait pu être sauvé que par l'intervention de l'État. L'Allemagne de Hitler comme les États-Unis du président démocrate Roosevelt sont alors massivement intervenus pour sauver le capitalisme en faillite avant que, avec la guerre, tous les autres États impérialistes en fassent autant.

Instruits par ce précédent, les dirigeants politiques les plus réactionnaires de la bourgeoisie, de Bush à Sarkozy, se sont brusquement mis à proclamer les vertus de l'intervention étatique.

Même avant la crise, cette économie capitaliste, porteuse de l'idée du « chacun pour soi », ne pouvait fonctionner sans une dose importante d'intervention de l'État. Pour mieux servir les intérêts généraux de la bourgeoisie, l'État est obligé d'échapper dans une certaine mesure à la logique du profit individuel et à ses impératifs. Sans l'État, il n'y aurait pas en France d'éducation, de routes, de chemins de fer, de réseau électrique, ni d'aménagement du territoire ou d'urbanisme, et le capitalisme ne pourrait exister.

Aujourd'hui, les pertes des banques sont étatisées alors que les profits, eux, demeurent privés.

Les travailleurs rejetés de la production par la folie du système sont traités d'« assistés » par les porte-parole de la bourgeoisie. Mais c'est le capitalisme qui ne peut survivre sans l'assistance de l'État.

De la même façon que pendant ses dernières décennies d'existence, la noblesse en France s'agglutinait à la cour de Versailles pour y être entretenue par le roi, la classe bourgeoise s'agglutine aujourd'hui autour de l'État pour être entretenue !

Le fait que l'État joue un rôle fondamental dans le fonctionnement du capitalisme, qu'il soit obligé d'intervenir périodiquement pour sauver ce système économique, exprime avant tout le caractère parasitaire, usuraire, néfaste du capitalisme d'aujourd'hui. Mais il exprime aussi la tendance fondamentale de l'économie à ne plus pouvoir fonctionner dans le cadre de la propriété privée.

En faisant appel à l'État, le marché rend en quelque sorte hommage à la centralisation

et à la planification. C'est l'hommage du vice à la vertu !

C'est l'aveu que, même sous le capitalisme, le fonctionnement de l'économie dans son ensemble a besoin d'une coordination. La nécessité d'une planification rationnelle suinte par tous les pores de l'économie qui continue, cependant, à fonctionner sous commandement privé et pour produire du profit privé. La bourgeoisie n'est plus capable de gérer efficacement les forces productives modernes. Cette incapacité n'est pas due à l'incapacité des hommes, mais à l'incapacité de tout le système économique qui arrive « au bout du rouleau ».